



Le Partenariat Français pour l'Eau dans la COP 21

REVUE DE PRESSE

ARRETEE AU 11 DÉCEMBRE 2015

**COP21
Paris Le Bourget
Du 30 novembre au 11 décembre 2015**



SOMMAIRE

TELEVISIONS - RADIOS

Néoplanète	09 Décembre
UN Radio (Radio ONU)	04 Décembre
TF1	02 Décembre
LCP La Chaîne Parlementaire	02 Décembre

PRESSE FRANCAISE ECRITE ET EN LIGNE

Vosges Matin	09 Décembre
PR News	09 Décembre
Environnement Magazine	08 Décembre
Veille Eau	08 Décembre
Le Monde.fr	04 Décembre
L'Usine Nouvelle	02 Décembre
Actu Environnement	02 Décembre
Solidarité.org	02 Décembre
L'Opinion	30 Novembre
Médiaterre	22 Novembre
Actu Environnement	22 Novembre
Environnement Magazine	18 Novembre

Hydroplus	18 Novembre
Le Parisien Aujourd'hui en France	17 Octobre
Médiaterre	16 Octobre
La Lettre A (Web)	08 Octobre
La Lettre A (Print)	08 Octobre

PRESSE ETRANGERE

Caribbean News Service	08 Décembre
Le Lézard	08 Décembre
Le Soleil	08 Décembre
Circle of Blue	07 Décembre
Albawaba Business (M-Orient)	06 Décembre
La Nouvelle Tribune (Maroc)	05 Décembre
Anadolu Agency (Turquie)	04 Décembre
Sens 360 (Sénégal)	04 Décembre
Ecosystem Marketplace	03 Décembre
Oujda City	03 Décembre
L'Economiste (Maroc)	02 Décembre
Info Maroc	02 Décembre
Maghress	02 Décembre
Circle of Blue	02 Décembre
Agence Marocaine de Presse	01 Décembre
Radio Kankan (Guinée)	30 Novembre



TELEVISIONS - RADIOS

Néoplanète	09 Décembre
UN Radio (Radio ONU)	04 Décembre
TF1	02 Décembre
LCP La Chaîne Parlementaire	02 Décembre

9 décembre 2015

Interview de Philippe Guettier,
Directeur Général du Partenariat Français pour l'Eau

Durée 18 minutes.

Synthèse des thématiques abordées :

- Les pressions sur la biodiversité
- L'importance de l'action politique
- Les éco-gestes (choisir l'eau non potable pour certains usages)
- Le Maroc dans la COP22 : *"Nos amis marocains nous ont demandé de bâtir un événement au Maroc en mai ou juin 2016 pour préparer des propositions concrètes avec la communauté internationale de l'eau"*.
- L'eau est précieuse aussi en France : l'effet du changement climatique est important, notamment dans le sud-ouest. Des solutions sont trouvées (Exemple du Comité de Bassins Artois Picardie). Le niveau des nappes est inquiétant. Les projections sont pessimistes. Idem pour la Seine (Exemple avec l'agence de l'Eau Seine Normandie).



Version intégrale sur demande (wetransfer)



4 décembre 2015

Propos d'Héloïse Chicou, directrice adjointe du partenariat français pour l'eau, recueillis par Tsigué Shiferaw

A Paris, mercredi la création du Pacte de Paris concernant l'eau et l'adaptation au changement climatique a été annoncée. Ce pacte vise à instaurer une série de projets d'adaptation, pour renforcer les systèmes de surveillance et de mesure des bassins riverains notamment et réduire l'impact sur les océans. Il cherche également à promouvoir un financement durable et un nouvel investissement de gestion des eaux. Le pacte implique une coalition géographique vaste, d'organisations riveraines transfrontalières, des gouvernements, des autorités locales, des entreprises du secteur privé, la société civile, notamment les jeunes. Plusieurs pays ont des projets pour mettre au point des plans d'adaptation dont la totalité s'élèverait à 20 millions de dollars US en assistance technique, et plus d'un milliard de dollars en financement. Parmi les pays qui ont des engagements dans ce domaine figurent la Chine, le Mexique, la Guinée, le Sénégal, le Bénin, l'Inde et l'Europe. Pour rappel les changements climatiques et le gaspillage de l'eau ont un sérieux impact sur les sociétés et économies causant notamment des sécheresses, des inondations et un réchauffement qui affecte tous les systèmes d'eau.

A écouter en ligne : <http://www.unmultimedia.org/radio/french/2015/12/cop21-creation-du-pacte-de-paris-concernant-leau-et-ladaptation-au-changement-climatique/index.html#.Vmm8bISGNSw>



2 Décembre 2015

Conférence Climat, le pari de l'eau non potable



Les 10 000 participants à la conférence sur le climat se sont penchés aujourd'hui sur les océans et les ressources en eau. Pour lutter contre les gaspillages la ville de Paris a mis au point il y a près de 200 ans un système très ingénieux. Vous allez tout comprendre dans ce reportage.

Interview de Philippe Guettier, directeur général du Partenariat Français pour l'eau :

"Dans les quartiers nouveaux, là on peut imaginer effectivement d'avoir des systèmes de doubles réseaux avec un réseau d'eau non potable. Ca c'est tout à fait possible et dans le monde entier.

Interview de Hortense Bret, Directrice de l'ingénierie et du patrimoine, Eau de Paris

Intégralité (à 27:15)

<http://lci.tf1.fr/jt-20h/videos/2015/le-20-heures-du-2-decembre-2015-8689209.html>



2 Décembre 2015 - 8h45

Invité politique

Miche Lesage, député des Côtes d'Armor,
Président du groupe d'étude sur la politique de l'eau.



"Le réchauffement climatique a des conséquences sur l'eau considérables. Fort heureusement les choses bougent. Il y a d'ailleurs aujourd'hui à la Cop 21 une journée "Eau et Climat" organisée par le Partenariat Français pour l'Eau car tous les acteurs sont mobilisés."

Durée 15 minutes - Intégralité :

<http://www.lcp.fr/emissions/politique-matin/vod/176267-la-matinale-du-mercredi-2-decembre-2015>



PRESSE FRANCAISE ECRITE ET EN LIGNE

Vosges Matin	09 Décembre
PR News	09 Décembre
The Conversation	10 Décembre
Environnement Magazine	08 Décembre
Le Monde.fr	04 Décembre
L'Usine Nouvelle	02 Décembre
Actu Environnement	02 Décembre
Solidarité.org	02 Décembre
L'Opinion	30 Novembre
Médiaterre	22 Novembre
Actu Environnement	22 Novembre
Environnement Magazine	18 Novembre
Hydroplus	18 Novembre
Le Parisien Aujourd'hui en France	17 Octobre
Médiaterre	16 Octobre
La Lettre A (Web)	08 Octobre
La Lettre A (Print)	08 Octobre

9 Décembre 2015

ENVIRONNEMENT

VOSGES : VITTEL À LA COP 21 : « UNE JOURNÉE EXCEPTIONNELLE »

09/12/2015 à 05:00



VITTEL

De leur propre aveu, ils ont vécu « une journée exceptionnelle ». Invités à présenter l'expérience « Vittel enquête d'eau », Bernard Pruvost, Michelle Cussenot, respectivement président et vice-présidente de la Vigie de l'eau, Sabine Binckly, chargé de mission et Anne Granhaye, adjointe en charge de l'environnement à Vittel, sont rentrés ravis de leur expérience parisienne. « Nous étions au Grand Palais, un lieu magique, invités à l'initiative du **partenariat français de l'eau**, explique Michelle Cussenot, à qui est revenue la charge d'expliquer l'enquête au public. Un public intéressé et attentif à une démarche unique en son genre. « La Vigie de l'eau est une association locale mais nous restons toujours en lien avec une démarche nationale. »

Une action portée, à hauteur de 10 000 € par la ville de Vittel. « Sur la Cop 21, on s'est rendu compte qu'il y avait une véritable mobilisation autour de la thématique environnementale. Et pas que chez nous, à Vittel, poursuit Anne Granhaye. On a vu par exemple des choses qui peuvent être transposées chez nous. » Comme ce poteau au-dessus duquel trône un carré photovoltaïque. « En bas, on y trouve une prise électrique et à côté, un banc. Chacun peut y charger son téléphone portable. Cette journée sur la Cop 21 a été très riche de l'expérience des autres et de cette envie de bien faire pour la planète. »

« Vittel enquête d'eau » : restitution ce jeudi

Les six actions mises en place localement sur Vittel seront restituées ce jeudi lors d'une grande soirée débat. L'occasion pour les Vittelais d'évoquer les travaux effectués depuis le début de l'année.

La soirée débutera à 19 h au cinéma l'Alhambra de Vittel avec une première partie consacrée aux usages quotidiens des Vittelais en eau. La deuxième partie abordera quant à elle les effets du changement climatique sur le secteur de Vittel avec notamment les risques de sécheresse et d'inondation.

Pour animer les débats : Serge Kluska, climatologue, Marc Benoît, ingénieur agronome, Jean-Marc Vauthier, chef de service territorial Moselle Amont et Meuse, et Walter Meyer, de Suez Eau France.

Ensuite, il sera temps de passer aux répercussions sur le terrain. « On a voulu arriver à un état des lieux abouti pour savoir dans quel état d'esprit étaient les Vittelais. Et c'est en touchant leur environnement local qu'on arrivera à les sensibiliser. » Le 2e volet, concret, est prévu pour l'année prochaine.
A.A.



8 Décembre 2015

L'entreprise innovante française Optimum Water Systems lève des barrières technologiques dans le traitement de l'eau

mar. 8 déc. 2015 14:01 HNEC

PARIS, December 8, 2015 /PRNewswire/ --

De nombreux succès révélés à la COP21 au Grand Palais

L'entreprise française dispose d'une technologie de rupture issue de 10 ans de R&D. 6 brevets sont à l'origine de ses innovations sans traitement chimiques. L'entreprise intervient sur trois marchés : la dépollution, la protection des réseaux et la filtration ; et compte de nombreuses références en France et à l'international auprès de grandes entreprises françaises (énergie, eau, construction), des hôpitaux, des bailleurs sociaux et des hôtels.

Optimum Water Systems était l'un des grands témoins au Grand Palais à Paris ce vendredi 4 décembre 2015 pour la 1ère Breakthrough Night, la nuit de l'innovation au service du climat soutenue par la Fondation ACIDD, accueillie par Solutions COP 21, en partenariat avec la Fondation FACE et placée sous le haut patronage de François HOLLANDE.

200 milliards de dollars par an pendant 40 ans, c'est l'investissement estimé par les Nations Unies pour améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'eau et permettre de garantir la production agricole et industrielle dans le futur. Or les solutions classiques fonctionnent sur des procédés chimiques et utilisent énormément de consommables. Le traitement de l'eau doit faire partie de la solution et non du problème. En effet, la chimie est aujourd'hui omniprésente dans le secteur et ne fait qu'accroître la pollution qui ne peut être retenue par les stations d'épurations. Cette pollution peut aller jusqu'à dégrader à elle seule, de façon irrémédiable la ressource en eau dans les pays à fort stress hydrique ou ceux exploitant des eaux fossiles qui ne se renouvellent plus dû aux changements climatiques. A travers le monde plus de 80 % des eaux usées ne seraient ni collectées, ni traitées (chiffre qui atteint les 90 % dans les pays en développement) (WWAP, 2012), menaçant ainsi la santé humaine et environnementale. Les écosystèmes d'eau douce auraient également perdu 76 % de leurs espèces entre 1970 et 2010 selon WWF, 2014.

Sur ce constat, il fallait une rupture technologique. Chose faite dorénavant avec OPTIMUM WATER SYSTEMS et l'émergence d'un nouveau paradigme : le traitement sans chimie, fondé sur des principes qui font tomber les barrières technologiques actuelles et ouvrent de nouvelles perspectives. Cette rupture technologique sans maintenance, sans consommable et sans impact sur l'environnement s'apparente pour l'eau à ce que la voiture électrique sera pour l'automobile : un changement d'attitude et une exploitation durable de l'eau.

"La COP21 est un moment unique et une opportunité pour révéler notre savoir-faire. Ces dernières années nous avons travaillé avec des spécialistes comme le Bureau de Recherche Géologique et Minière (BRGM), de grandes entreprises et participé à des cercles de réflexion (Cercle de l'eau du Sénat, [Partenariat Français pour l'Eau](#)...). Le moment est venu de faire connaître nos solutions au plus grand nombre en matière de dépollution, de protection des réseaux et dans la filtration " commente Grégoire PROFIT, dirigeant-co-fondateur de OPTIMUM WATER SYSTEMS

DÉPOLLUTION

L'entreprise française dispose d'une technologie unique au monde pour améliorer le traitement des eaux de centrales nucléaires.

Alexandre PROFIT, co-fondateur explique : " Nous travaillons avec Nuvia, un acteur du démantèlement nucléaire pour améliorer la décontamination des eaux radioactives. Cette technologie déjà testée en condition réelle est une disruption totale. Les premiers résultats d'un facteur d'amélioration de 50 justifieraient de présenter sans tarder certains résultats au Japon pour faire face à la situation encore critique de Fukushima. Nous adressons grâce à ces

innovations la gestion de situations accidentelles, l'amélioration en exploitation jusqu'au démantèlement". Par cet exemple, OPTIMUM WATER SYSTEMS montre qu'il est possible de mettre au point des techniques de traitement d'eau capables d'accompagner la transition écologique à toutes les étapes.

"Nous disposons d'un nouveau brevet dans l'oxydation avancée. Nous travaillons à ce sujet avec le Bureau de Recherche Géologique et Minière (BRGM) et nous proposerons prochainement à la commercialisation nos premiers systèmes pour traiter les pesticides, les nouveaux polluants persistants, les résidus médicamenteux, les perturbateurs endocriniens " annonce Grégoire Profit.

OPTIMUM WATER SYSTEMS s'implique dans l'assainissement des eaux de favelas à Rio dans le cadre des futurs Jeux Olympiques.

"Nous sommes fiers d'annoncer que notre projet de contribution à l'assainissement de la FAVELLA DONA MARTA à Rio de Janeiro a obtenu les lettres d'accréditation des instances de l'Etat de RIO. Ce projet s'insère dans le programme des Jeux Olympiques qui serait réalisé grâce à un consortium franco-brésilien avec des financements internationaux. BRL Ingénierie nous apporte sa contribution sur la partie études du micro-réseau enterré."

PROTECTION DES RÉSEAUX

Les solutions d'OPTIMUM WATER SYSTEMS sont utilisées dans les bâtiments tertiaires sur les réseaux sanitaires, de climatisation et de chauffage. L'objectif est de lutter contre la dégradation des réseaux et les surconsommations en énergie. L'entreprise compte parmi ses clients des hôpitaux (Institut Marie Curie, Hôpital Américain de Neuilly, Hôpital Foch, Hôpital des Armées, Sainte Anne, APHP,...), des bailleurs sociaux et des hôtels. Tous mettent en avant la suppression des consommables chimiques et des contraintes de maintenance. L'ordre de grandeur des réductions atteintes est de 95%. Avec ces solutions, Bouygues International a équipé l'équivalent de 1200 logements. OPTIMUM WATER SYSTEMS protège à ce jour 54 réseaux d'eau chaude et de nombreux bâtiments publics de la ville de Strasbourg. Les villes de Paris et Lille, Dalkia, Cofely, des constructeurs comme Vinci (Other OTC: VCISF - **actualité**), Eiffage (Other OTC: EFGSY - **actualité**), Demathieu & Bard, Bouygues Construction, des promoteurs immobiliers comme Kaufman & Broad (Paris: **FR0004007813** - **actualité**) ou Bouygues Bâtiment ont déjà choisi OPTIMUM WATER SYSTEMS dans la protection des réseaux.

FILTRATION

Les résultats sur le marché tertiaire ne sont que la partie émergée des bénéfices que l'on peut attendre du traitement physique de l'eau. En effet, OPTIMUM WATER SYSTEMS a conçu des prototypes qui améliorent très significativement les filtrations, c'est-à-dire les rendements, la durée de vie ou la consommation d'eau des systèmes.

Parmi ses innovations majeures, OPTIMUM WATER SYSTEMS développe actuellement un prototype prometteur en partenariat avec un grand acteur français de l'énergie : le système de protection de membrane pour la déstalinisation d'eau de mer.

A propos de OPTIMUM WATER SYSTEMS : <http://optimum-water.com>

OPTIMUM WATER SYSTEMS s'inscrit à la pointe de la recherche internationale de la physique de l'eau. L'entreprise a développé une expertise sans précédent permettant de substituer l'utilisation de produit chimique dans le traitement des eaux. OPTIMUM WATER SYSTEMS combine des paramètres tels que les effets hydrodynamiques, la cavitation, les micro-

courants électriques et leurs effets sur les modifications des structures moléculaires, l'oxydation avancée, l'ultrafiltration. Il est question d'une expertise scientifique de pointe qui appelle à développer à termes de nouveaux modèles mathématiques. Ce savoir-faire consiste à savoir lier et faire converger différentes physiques tels que l'électrolyse, la triboélectricité, la cavitation hydrodynamique, la thermodynamique, l'électrochimie ou la maîtrise des gaz dissous en descendant toujours plus loin dans l'infiniment petit. Les résultats donnent des performances stupéfiantes jusque-là insoupçonnées !

Contact presse Cryo Pur : Stéphane BERSTEIN / +33-(0)6-67-31-47 13 / stephane.berstein@actine-strategies.com

8 Décembre 2015

L'innovation de la COP21

COP21 : Rain Cell Africa, pour une meilleure gestion de l'eau en Afrique

2015-12-08



Le Partenariat français pour l'eau (PFE) met à l'honneur 27 solutions climato-compatibles dans le cadre de la COP21. Parmi elles, le projet Rain Cell Africa, porté par l'IRD qui vise à utiliser les réseaux de téléphonie mobile pour améliorer à moindre coût la prévision des précipitations en Afrique et ainsi permettre une meilleure gestion de l'eau.

Le projet Rain Cell Africa pourrait bouleverser la gestion de la ressource en eau dans les pays africains, très affectés par la variabilité des précipitations. Un partenariat entre des scientifiques de l'IRD du laboratoire d'étude des transferts en hydrologie et environnement de Grenoble (LTHE), de Geoscience environnement Toulouse (GET) et du laboratoire de matériaux et environnement (Lame) de l'université de Ouagadougou, au Burkina Faso, a permis de développer cet outil économique pour enregistrer les précipitations.

« Les données des réseaux météorologiques locaux se dégradent par manque de suivi et de moyens économiques. Les radars météorologiques sont trop onéreux pour ces pays, et les satellites ne fournissent pas encore la pluie avec la précision spatiale et temporelle nécessaire. Nous avons donc eu l'idée d'utiliser le réseau de téléphonie mobile pour quantifier les précipitations », détaille Frédéric Cazenave, ingénieur de recherche au LTHE. En effet, la pluie atténue les signaux hertziens. Il est donc possible de quantifier l'eau tombée en fonction du signal qui se propage entre deux antennes. D'autant que ces données sont enregistrées par les opérateurs téléphoniques pour la maintenance des antennes.

Utiliser des infrastructures existantes pour limiter les coûts

En utilisant des infrastructures existantes, Rain Cell offre un maillage plus complet du territoire sans nécessiter d'investissements. « Au Burkina Faso, l'opérateur téléphonique Telecel Faso détient 600 pylônes. Cela signifie 600 points de mesure potentiels, soit 600 pluviographes virtuels », précise Frédéric Cazenave. Le procédé a été validé sur une zone test équipée de pluviographes et d'un radar météorologique. Il détecte plus de 90 % des événements pluvieux. Cet outil pourrait, par exemple, aider à mieux évaluer localement les risques de sécheresse. En recevant les données en temps réel, il serait aussi possible d'élaborer des cartes de risque d'inondations ou d'alimenter des modèles hydrologiques. En Afrique, on estime à 180 000 le nombre de pylônes et donc de points de mesure potentiels, en particulier dans les zones urbaines plus équipées.

Expérimentations au Burkina Faso et bientôt au Mali

Encore faut-il convaincre un opérateur de téléphonie mobile de fournir ses données de maintenance. Pour l'instant, un acteur local, Telecel Faso, a participé à la première phase du projet, mais les chercheurs sont aussi en discussion avec Orange pour une expérimentation au Mali. La deuxième phase vise à développer d'ici deux à trois ans des outils opérationnels (cartes des précipitations en temps réel) en collaboration avec les services nationaux de météorologie au Burkina Faso et au Mali. « Lors du colloque international organisé en avril dernier à Ouagadougou, de nombreux services météorologiques se sont montrés intéressés par la technologie de même que le Programme des Nations unies pour le développement », s'enthousiasme Frédéric Cazenave.

Pour en savoir plus :

[Le projet Rain Cell Africa](#)

PRB

Légende de l'illustration : Le projet Rain Cell Africa, porté par l'IRD qui vise à utiliser les réseaux de téléphonie mobile pour améliorer à moindre coût la prévision des précipitations en Afrique et ainsi permettre une meilleure gestion de l'eau.

Crédits de l'illustration : Frédéric Cazenave

Veille Eau

8 Décembre 2015



Bilan de la première semaine de la COP21 (30 novembre au 6 décembre) : Où en est-on concernant la prise en compte de l'eau ?

L'appel du Partenariat Français pour l'Eau, de ses membres et partenaires internationaux.

Les membres du Partenariat Français pour l'Eau et leurs partenaires internationaux réunis autour de l'initiative « l'eau c'est le climat » - #Climateiswater, ont été très actifs la première semaine de la COP21 (30 novembre au 6 décembre) afin de rendre visible le lien entre l'eau et climat et le besoin d'agir à tous les niveaux pour répondre aux défis du changement climatique pour la ressource en eau.

La COP21 est un évènement qui réunit plus de 40 mille personnes, 195 pays, pour définir les contours de nos trajectoires de réduction des gaz à effets de serre autour d'un accord international sur le climat. La COP 21 (conférence des parties sur le climat), qui se tient à Paris est particulièrement importante cette année car elle doit définir les bases d'un nouvel accord contraignant qui donnera suite au protocole de Kyoto et offrira une vision de notre transition écologique pour l'après 2020.

L'eau est une des premières victimes du changement climatique, avec plus de 90% des catastrophes naturelles liées à l'eau. Les sécheresses et inondations qui ont touchées le sud de la France, la Californie, le Bangladesh, Pakistan, la Syrie, ne sont que l'expression de la variabilité accrue des pluies et l'augmentation des températures dans des régions déjà vulnérables.

Cependant la question de l'eau douce n'est pas centrale aux questions climatiques, notamment au niveau des négociations.

Version intégrale du bilan sur le site du PFE
<http://www.partenariat-francais-eau.fr/en-direct-de-la-cop21/>

4 Décembre 2015

COP21 : pensons à l'eau, face cachée du changement climatique

Le Monde.fr | 04.12.2015 à 11h36 • Mis à jour le 04.12.2015 à 11h51



Le stand des Etats-Unis à la COP 21, 3 décembre 2015. / AFP / PATRICK KOVARIK PATRICK KOVARIK / AFP

Par Brice Lalonde

Il y a plus d'une façon de parler du changement climatique : les gaz à effet de serre s'accumulent, il fait plus chaud, les glaces fondent, la mer monte, les combustibles fossiles sont les premiers responsables, il faut modifier la politique énergétique... Certes. En attendant le changement est en cours, il est irréversible parce que le gaz carbonique reste très longtemps dans l'atmosphère. Il faut donc s'adapter. Et quel est le principal porteur du changement pour les vivants ? C'est l'eau. Le changement climatique, c'est le changement aquatique.

L'enjeu est donc de pallier l'inondation et la sécheresse, et pas seulement de respecter le bon état des eaux qui accapare l'attention des responsables comme si le régime des eaux était immuable dans notre pays. C'est au fond la même erreur que pour le climat : on prend la nature pour un cadre immobile. Le changement climatique accentue l'évaporation et les précipitations, l'eau devient violente. Il n'est que d'évoquer les sécheresses récentes au Brésil et en Californie, et les inondations qui eurent lieu en 2013 et 2014 en Allemagne et au Royaume-Uni, celles qui ont dévasté cette année le Midi de la France. À l'échelle mondiale les conflits paraissent se superposer au triangle de la soif couvrant l'Afrique du Nord, le Proche-Orient et l'Asie centrale.

Le triangle de la soif

Les scientifiques estiment que les pays arides le seront davantage. Leurs habitants manquent déjà d'eau. Les chiffres sont amers : près de deux milliards d'êtres humains boivent une eau contaminée, 1, 2,5 milliards ne bénéficient pas d'assainissement convenable (http://abonnes.lemonde.fr/les-decodeurs/visuel/2014/12/12/au-dela-de-synthia-trente-ans-de-catastrophes-naturelles-en-cartes_4539499_4355770.html). Les réserves ne sont pas extensibles à l'infini : à mesure que les humains sont plus nombreux la quantité disponible par personne diminue. Je crains l'arrivée d'une crue de la Seine ou de la Loire. La mémoire se dissipe vite. Combien de maisons ont été construites dans des zones inondables. Est-ce que les habitants ont été avertis. Leur a-t-on distribué les instructions en cas d'alerte ? A-t-on prévu un drainage suffisant ? C'est la tâche renouvelée à laquelle s'appliquent aujourd'hui les villes et les organismes de bassin.

En France depuis que les arrêtés de catastrophes naturelles ont été créés en 1982, 74 % d'entre

celles-ci sont des inondations, 14 % des sécheresses, bref 88 % des catastrophes climatiques portent sur la ressource en eau. Des chiffres cohérents avec ceux des Nations unies, selon lesquels 90 % des menaces climatiques dans le monde sont des menaces sur l'eau. L'agriculture est le premier consommateur d'eau. C'est qu'il faut nourrir plus de 7 milliards de Terriens. L'irrigation prélève 70 % de l'eau douce. Mais qu'arrive-t-il lorsqu'il faut arbitrer entre l'agriculture et les besoins domestiques ?

Les sociétés modernes ont gaspillé et pollué sans compter une eau indispensable aux villes, aux industries, à la navigation, aux récréations et à la nature. Désormais beaucoup de fleuves ne se jettent plus dans la mer. Ils sont à sec bien avant. C'est à une révolution dans la gestion et les usages de l'eau qu'il faut s'atteler avant que n'arrivent les mauvaises surprises. La capacité à surmonter les chocs du changement climatique devient une question centrale. La France a longtemps été un modèle de la gestion de l'eau. Face au changement climatique, elle doit retrouver ce rôle. En l'absence d'une instance internationale de l'eau – les Nations unies en sont dépourvues –, elle doit partager son savoir-faire. Réunis au sein du Partenariat Français pour l'Eau, les acteurs français de l'eau sont les avocats de l'amitié avec l'eau. Depuis l'emploi des satellites jusqu'à l'expérience de la plus petite commune, ils mettent au point les solutions d'adaptation, contribuent aux débats mondiaux, coopèrent avec les peuples. La réduction des émissions de gaz à effet de serre est indispensable, l'adaptation au climat ne l'est pas moins. Que chacun travaille aux meilleures façons de protéger les populations, les entreprises, les infrastructures, la nature de ses conséquences les plus brutales. N'oublions jamais l'eau. Elle est la face cachée du changement climatique.

Brice Lalonde, est ancien ministre français de l'Environnement et conseiller spécial auprès des Nations unies pour le développement durable. Il est le porte-parole du Partenariat Français pour l'Eau.

2 Décembre 2015

Usinenouvelle.com > COP21 > Négociations

"Un sommet sur le climat, c'est avant tout un sommet sur l'eau", a rappelé Ségolène Royal

Par Olivier Cognasse - Publié le 03 décembre 2015, à 08h00

• Environnement, Transition énergétique

A l'occasion de la Journée sur l'eau, mercredi 2 décembre au Bourget, il a été rappelé que cet élément vital pour la planète et les hommes ne pouvait être ignoré des débats des accords prévus par la COP21.



Crédits : Pascal Guittet

Le réchauffement climatique ne doit pas ignorer l'importance de l'eau. Les acteurs internationaux de l'eau ont décidé de se rassembler sous le slogan #Climateiswater pour demander à ce que l'eau ne soit pas ignorée dans les négociations internationales de la COP21.

La France soutient l'initiative menée par le Conseil mondial de l'eau, appuyé par un comité de pilotage international, dans lequel figurent notamment le Partenariat Français pour l'Eau, l'UNESCO – IHP, le Ministère de l'eau du Maroc,...

Certes, l'eau est déjà présente dans les trois quarts des contributions à la lutte contre le réchauffement climatique (INDC) publiées avant la COP21 par 185 pays sur 195. Mais c'est insuffisant !

Et le gouvernement marocain, qui accueillera l'an prochain la COP22 à Marrakech, par la voie Charafat Afailal el Yedri, ministre déléguée chargée de l'Eau. *"Le climat, c'est l'eau et en tant que pays hôte de la prochaine COP, nous allons relever ce challenge."*

La France soutient bien cette initiative par la voix de Ségolène Royal, la ministre de l'Ecologie qui a rappelé lors d'une conférence de presse au Bourget que *"90% des catastrophes naturelles sont liées à l'eau. Trois fois plus de personnes seront touchées par les inondations en 2030. 4000 enfants meurent chaque jour de ne pas avoir accès à l'eau potable. C'est par l'eau que l'on mesure l'aggravation"* de la situation climatique.

Et de rappeler également qu'un grand nombre de conflits sont liés à l'eau, que sa raréfaction conduisait à la déstructuration de sociétés, de régions. *"Un sommet sur le climat, c'est avant tout un sommet sur l'eau"*, a déclaré Ségolène Royal.

"Il est important qu'un grand nombre de pays s'engagent avant la fin de la COP21 sur la protection de l'eau", a-t-elle demandé avant de regretter que *"la pollution de l'eau [qui] n'est pas liée au réchauffement climatique, est souvent traitée de façon marginale"*. En espérant que la ministre française, qui a terminé son intervention sous les applaudissements, soit entendue.

Olivier Cognasse, au Bourget

Pacte de Paris sur l'eau : "l'adaptation doit passer par une gestion par bassin"

290 signataires se sont engagés à respecter le Pacte de Paris sur l'eau, présenté lors de la journée consacrée à la résilience et l'eau, mercredi 2 décembre, au Bourget. 02 décembre

2015



© Frank Wagner

"Le pacte de Paris pour l'eau est le premier engagement concret de la COP 21", a assuré Ségolène Royal, ministre de l'Ecologie, lors de sa signature du document au côté de celle du ministre de l'Environnement du Pérou, mercredi 2 décembre. "J'appelle tous les acteurs de l'eau à le rejoindre", a-t-elle poursuivi.

Ce pacte incite à la mise en place de différentes mesures pour permettre l'adaptation au changement climatique dans les bassins. *"C'est au niveau des bassins versants locaux, nationaux ou transfrontaliers qu'il faut mettre en place les mesures*

d'adaptation", a souligné Jean-François Donzier, directeur général de l'Office international de l'eau.

Le document propose ainsi d'évaluer à cette échelle les impacts du changement climatique et d'identifier les vulnérabilités pour ensuite élaborer des stratégies d'adaptation ainsi que des plans de gestion de bassin. Il préconise une utilisation plus économe et durable des ressources en eau, et d'améliorer les services rendus par les écosystèmes à travers notamment la protection et la restauration des zones humides et des côtes ou la reforestation.

Approfondir les connaissances

Le document invite également à approfondir les connaissances. *"Il va falloir mettre en place des systèmes de monitoring permettant de suivre les évolutions dans un contexte de plus grande incertitude que par le passé, précise le directeur général de l'Office international de l'eau (Riob). Avant les hydrauliciens calculaient les probabilités de retour d'une crue ou d'une sécheresse en fonction des séries chronologiques passées, cela ne va plus pouvoir être possible"*.

Il vise un renforcement de la gouvernance et l'implication des différents gestionnaires de bassin : l'Etat, les municipalités, les administrations locales, les entreprises, la société civile, etc.

Enfin, la mise en place de ces mesures nécessitera l'élaboration de mécanismes de financement. *"Nous pouvons prélever des taxes sur le foncier imperméabilisé, mettre en place des systèmes de redevances comme le fait la France sur les prélèvements et les rejets, instaurer une rémunération des services rendus par les écosystèmes notamment de ceux qui en assurent la gestion, décline Jean-François Donzier. La progression est toujours possible mais aujourd'hui, nous ne pouvons pas dire que nous ne pouvons pas avancer car nous ne savons pas faire"*.

290 signataires du pacte

A ce jour, 290 signataires se sont engagés à respecter les quatre objectifs de la Charte de Paris. Ce chiffre devrait toutefois évoluer : l'adhésion reste ouverte même après la COP 21.

Dans la liste figurent des organisations multilatérales et internationales, des commissions internationales et autorités de bassins transfrontaliers, des réseaux d'organismes de bassin du Riob ainsi que des ministères de différents Etats et des agences gouvernementales.

"Si nous considérons que les pays membres d'une commission internationale ou autorité sont implicitement d'accord pour la signature du pacte, nous atteignons alors

plus de 80 pays qui d'une façon directe ou indirecte ont signé le pacte "

Les pays les plus représentés aujourd'hui parmi les signataires ? La France, le Brésil, le Canada (Québec) et la Roumanie. Certains dont les enjeux géopolitiques sur la question de l'eau s'avèrent forts, comme la Chine, la Turquie ou encore l'Égypte, manquent toutefois pour l'instant à l'appel.

Si ce document n'est pas contraignant, un suivi des actions entreprises par les signataires est néanmoins prévu à travers la fourniture de rapports.

Un dialogue nécessaire

Un des enjeux du Pacte et de la question de la gestion par bassin s'avère notamment le dialogue entre les acteurs ainsi que le partage de la ressource. *"Le changement climatique va augmenter les phénomènes extrêmes, les conflits vont se renforcer entre les différents usagers et utilisateurs de bassin donc il est important d'agir vite"*, a souligné Jean-François Donzier, lors de la présentation du pacte.

"Les accords transnationaux sont difficiles à obtenir. Or, dans un contexte de changement climatique, ils sont indispensables", a constaté quant à lui Junaid K Ahmad, directeur du groupe de travail sur l'eau pour la Banque mondiale.

La question économique compte également. *"Si nous n'agissons pas maintenant, nous observerons une réduction de 5 à 10% de la croissance du PIB pour des pays comme la Chine, l'Inde ou l'Afrique du Nord"*, a noté Junaid K Ahmad. *Il faut établir des politiques publiques sur l'eau"*.

Vers une intégration de l'eau parmi les priorités de la COP ?

Cette intégration des questions liées à l'eau à travers leur inscription à l'agenda du programme officiel de l'événement s'avère une première dans l'histoire des COP. *"L'irruption bienvenue du monde de l'eau signifie que nos collègues, qui négocient à côté, n'ont pas encore réussi à limiter le réchauffement"*, a considéré Brice Lalonde, conseiller spécial pour le développement durable auprès de l'ONU et porte-parole du Partenariat français pour l'eau pour la COP 21. *Ce qui est remarquable dans ce secteur, c'est que vous négociez non pas par pays mais de façon plus efficace par objectifs : la question de l'eau devient globale"*.

Certains souhaitent toutefois aller plus loin et remonter le sujet de l'eau dans les priorités en l'introduisant au cœur des négociations des prochaines COP. *"En temps que pays organisateur de la prochaine COP, nous donnerons un nouvel élan, nous organiserons en amont un événement sur le climat et l'eau pour que ce sujet soit une des priorités lors de la COP 22"*, a répondu Charafat Afailal, ministre marocain délégué aux problématiques eau.

> Accueil > Je reste informé > Actualités siège

COP21 : une journée dédiée à l'eau

Le 2 décembre lors de la COP21 qui se tient à Paris, fut une journée en partie dédiée à l'eau. SOLIDARITÉS INTERNATIONAL a participé à l'atelier de réflexion "les pays francophones face aux enjeux de l'eau et du changement climatique" organisée par le **Partenariat Français pour l'Eau**. Retour sur cet événement avec Cédric Fioekou, référent technique.

La journée du 2 décembre, était la première d'une COP (Conférence annuelle des Parties) où l'eau est traitée comme un sujet à part. EN effet, l'eau est considérée comme la priorité principale des pays en matière d'adaptation, suivie par l'agriculture et la santé.

Parmi les nombreux débats qui ont émaillé cette journée, "Les pays francophones face aux enjeux de l'eau et du changement climatique" auquel SOLIDARITÉS INTERNATIONAL a participé aux côtés de plusieurs autres organisations impliquées dans les questions d'accès à l'eau l'hygiène et l'assainissement*. "Cet atelier avait pour but de mettre en lumière les stratégies qu'élaborent les pays francophones en prenant en compte la maîtrise des ressources et le renforcement de leurs capacités," explique Cédric Fioekou. Ce fut aussi l'occasion de poser un certain nombre de questions : où en est-on des stratégies d'adaptation ? Quelles sont les difficultés aujourd'hui et les besoins pour y répondre ?



Assurer, garantir, renforcer l'accès à l'eau

"Trois grands messages à intégrer dans les financements de lutte contre le changement climatique ont donc émergé de ce débat, décrypte Cédric Fioekou. Le premier s'est concentré sur l'accès durable et équitable à l'eau potable et à l'assainissement pour tous, en associant plus d'acteurs de base, c'est-à-dire, les associations d'usagers et les collectivités territoriales, afin d'accroître la résilience des populations, en particulier des plus vulnérables. Le second message a porté sur la prévention, la préparation et la réponse aux crises humanitaires liées à l'eau qui doivent être renforcées. Enfin, le troisième message a été axé sur le multi-usage de l'eau à travers le renforcement de l'accès à l'eau pour les agricultures familiales, afin de leur permettre de s'adapter au changement climatique et d'assurer la sécurité alimentaire qui doit être garanti."

Cet atelier s'est inscrit dans un après-midi dédié au "savoir-faire français de l'eau". Les deux autres ateliers organisés par le **PFE** avait pour intitulé "Les réponses des acteurs français de l'eau au changement climatique" et "Faire face aux grandes sécheresses dues au changement climatique".

* l'Agence française de développement (AFD), Aquasure, Eau Vive, Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Office franco-québécois de la Jeunesse (OFQJ), Organisation pour la mise en œuvre du Fleuve Sénégal (OMVS) et Ps-Eau.

PARTAGER CET ARTICLE



l'Opinion

30 Novembre 2015



Par Jean Luc Redaud

COP21

L'eau au cœur des stratégies d'adaptation au changement climatique

COP21

L'eau au cœur des stratégies d'adaptation au changement climatique.

Caractériser et soutenir les actions d'adaptation est une condition incontournable de l'adhésion des pays en développement à la convention des Nations unies pour le climat.

Les acteurs de l'eau entendent plaider l'importance des impacts du changement climatique sur leurs activités et l'équilibre de multiples cycles naturels indispensables à la vie à l'occasion de la convention climat de Paris (COP21) et attirent l'attention sur les liens à établir à cette occasion entre la question du climat et des Objectifs de Développement Durable adoptés lors de l'assemblée générale des Nations unies en Septembre 2015, en particulier avec l'objectif " eau ".

Les conséquences des changements climatiques sur le fonctionnement des cycles de l'eau de notre planète ont été décrites dans le 5eme rapport du GIEC et ont fait l'objet d'une note de décryptage du Partenariat Français pour l'Eau en 2014. Elles seront très variables géographiquement et font l'objet de multiples incertitudes, mais globalement le GIEC note une probable aggravation de la situation des régions déjà touchées par des excès ou des pénuries d'eau: sécheresses, inondations, submersions marines, fonte des glaces, modification des débits des rivières etc.

A la COP20 de Lima de décembre 2014, il a été décidé que les Contributions Nationales des pays (CNDP) devraient porter sur les mesures d'adaptation autant que d'atténuation. L'examen des propositions reçues montre que l'adaptation est une demande forte des pays en développement et que le dossier de l'eau y occupe une place majeure. Elle y est présente dans 92% des volets d'adaptation des Contributions par pays présentés à la COP 21)

Les acteurs de l'eau ont des visions communes sur les moyens de faire face à ces nouveaux enjeux :

-Le changement climatique oblige à revoir nos horizons de réflexion et génère de nouveaux champs d'incertitudes qui doivent conduire à réviser nos modèles de planification et de Gestion intégrée des ressources en eau

-Changements climatiques et changements globaux sont étroitement liés dans la gestion quantitative ou qualitative des ressources en eau

-La résilience doit devenir un nouveau critère d'évaluation des activités et solutions proposées

Le monde de l'eau est riche de solutions d'adaptation, techniques, classiques ou innovantes combinant actions douces et vertes (protection des sols et des zones humides, renaturation des rivières, perméabilisation des villes, agro-écologie, etc.) ou techniques (endiguements, barrages, dessalement, traitement des eaux, irrigation, drainages urbains ou agricoles, etc.). Les solutions sans regrets, comme les économies d'eau devraient être privilégiées en priorité. De nombreux exemples venant

d'autorités locales ou d'ONG montrent aussi comment aller au-delà des seules réponses technologiques.

Nous ne progresserons sur le chemin de l'adaptation que sous réserve de faire de sérieux progrès dans la caractérisation de ce concept et de définir des outils de transparence, suivi, reportage et vérification. Ceci est particulièrement important pour les pays en développement qui font de l'obtention de financements pour l'adaptation une priorité. Avec l'appui de l'AFD et fort de l'expérience de tous les acteurs français, le PFE déposera des propositions à la COP21 qui concourront à mieux qualifier des projets d'adaptation "climato-sympathiques". Un préalable commun est sans doute une amélioration des connaissances des évolutions prévisibles de nos milieux aquatiques, un renforcement et une révision de nos outils de planification et de GIRE, un renforcement des dialogues entre scientifiques, gestionnaires, décideurs et citoyens.

Dans le domaine du climat, la stratégie qui consiste à reporter sur la génération suivante l'effort de rattrapage de celle qui a précédé a peu de sens: l'impact des émissions passées de GES détermine l'évolution de notre climat pour les 30 années prochaines, c'est de l'effort que nous ferons dans les 10 ans qui viennent que dépendra le climat de cette fin de siècle, d'où l'importance d'imaginer des processus de transition pour la gestion de l'eau comme on le fait pour l'énergie. Les promesses à l'horizon 2050, lorsqu'elles sont ambitieuses, sont, encore, loin d'être attachées à des plans concrets permettant d'y parvenir. Pour le domaine de l'eau, le chemin est en construction pour rendre "désirables" les solutions proposées par les acteurs de l'eau.

Jean Luc Redaud, président du groupe de travail Eau et Climat du Partenariat Français pour l'Eau



Une journée dédiée à l'Eau lors de la COP21 - 2 décembre - Le Bourget

par [Alexandra Colombani](#) | Thématique: [Eau](#) | Rubrique: [Initiatives-Actions](#)

Le **Partenariat Français pour l'Eau** annonce le lancement de l'Initiative Internationale 'Eau et Climat' et une **journée dédiée à l'eau pendant la COP21**.

Pour la première fois, le monde de l'eau parlera d'une seule et même voix pour demander à ce que l'eau soit prise en compte dans les négociations internationales sur le changement climatique. Une journée pour apporter un éclairage sur **le lien entre eau et climat**, sur les conséquences du changement climatique et sur les **solutions** mises en œuvre par le monde de l'eau (...).

Pour lire la suite du communiqué de presse:

<http://www.partenariat-francais-eau.fr/wp-content/uploads/2015/11/CP-JOURNEE-EAU-COP21.pdf>

Les liens connexes



[la dépêche sur Médiaterre](#)



[Pour en savoir plus \(4 hits\)](#)

modéré par claudius



22 Novembre 2015

Une journée dédiée à l'Eau pendant la COP21 - Le Bourget

Conférence grand public et professionnels - **2 décembre 2015**

Paris Le Bourget (93) - France

2 DECEMBRE : JOURNÉE DE L'EAU À LA COP21

Le Partenariat Français pour l'Eau annonce le lancement de l'initiative internationale "Eau et Climat" et une journée dédiée à l'eau pendant la COP21.

Pour la première fois, le monde de l'eau parlera d'une seule et même voix pour demander à ce que l'eau soit prise en compte avec ambition dans les négociations internationales sur le changement climatique. Une journée pour apporter un éclairage sur le lien entre eau et climat, sur les conséquences du changement climatique et sur les solutions mises en œuvre par le monde de l'eau.

L'eau est la première ressource impactée par le changement climatique : aujourd'hui, 90 % des catastrophes naturelles sont liées à l'eau ; d'ici 2050 40 % de la population mondiale sera confrontée à des pénuries d'eau.

Précédée par une réunion de Chefs d'Etats et de Gouvernements dédiée à l'eau et au climat, la Journée de l'Eau mettra en avant différentes actions collectives associant toutes les organisations impliquées :

Au Bourget, en Zone Bleue dans l'espace des négociations, à l'occasion d'une Matinée Politique qui visera la signature d'engagements sur l'eau et le climat par les différents types d'acteurs

En zone Société civile avec une Conférence Internationale intitulée #Climateiswater: solutions for the future.

Les acteurs de l'eau ont décidé de se rassembler sous le slogan #Climateiswater et de porter un message commun : la communauté internationale de l'eau a des solutions - majoritairement d'adaptation - pour faire face au changement climatique. Ils insistent sur l'urgence à mobiliser les financements internationaux nécessaires.

Le Partenariat Français pour l'Eau, à l'origine de l'initiative internationale Eau et Climat, en est le coordonnateur pour la France. Cette initiative est menée par le Conseil Mondial de l'Eau, appuyé par un comité de pilotage international, dans lequel figurent le Partenariat Français pour l'Eau, le Stockholm International Water Institute (SIWI), l'Alliance for Global Water Adaptation (AGWA), l'UNESCO – IHP, le Réseau international des Organismes de Bassin (RIOB), le Ministère de l'eau du Maroc, l'ONG internationale Nile Basin Discourse, le Secrétariat International de l'Eau, Women for Water, le Global Partnership, Green Cross et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

#Climateiswater : le hashtag "Eau et Climat" des réseaux sociaux

18 Novembre 2015

Ressource en eau
Une journée consacrée à l'eau lors de la COP21

2015-11-18



En décembre prochain, la question de l'eau et du climat sera mise à l'honneur à l'initiative de plusieurs acteurs de la communauté internationale de l'eau, dont le Partenariat français pour l'eau (PFE). Afin que la thématique trouve enfin sa place dans les négociations climat.

Le directeur du Partenariat Français pour l'eau (PFE), Philippe Guettier, était auditionné hier par la Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire. Il a rappelé qu'une journée serait consacrée à l'eau le 2 décembre prochain pendant la COP21.

En effet, l'adoption en septembre dernier, par les Nations Unies d'un objectif eau pour l'après 2015 a permis de structurer une communauté internationale jusqu'à maintenant peu unifiée selon le directeur du PFE. L'organisation qui fédère à la fois des acteurs publics, privés et des scientifiques pour valoriser les savoir-faire français a impulsé un mouvement pour que l'eau prenne enfin sa place au sein des négociations. « 80 % des projets d'adaptation concerne l'eau », a ainsi rappelé Philippe Guettier. Les inondations, les sécheresses, la dégradation de la qualité de l'eau et des écosystèmes sont des risques clairement identifiés comme liés au changement climatique et pourtant l'eau ne figure pas dans l'accord. « L'objectif de cette journée est de rendre visible cette question. La communauté internationale de l'eau sait qu'il va falloir agir pendant plusieurs années en participant à des conférences, en allant frapper aux portes des Nations Unies et des gouvernements pour qu'elle soit prise en compte avec ambition », précise Philippe Guettier.

Signatures d'engagements et conférences dédiées

Dans la zone bleue auront lieu des signatures d'engagements de plusieurs catégories d'acteurs en faveur de l'eau et du climat telles que les organisations de bassin, les villes et les entreprises. Dans la zone « société civile » se tiendra une conférence de valorisation de solutions des acteurs de l'eau publics et privés du monde entier. D'autres événements seront organisés l'après midi par de nombreux pays pour mettre en avant le message collectif. Philippe Guettier a aussi annoncé qu'un panel de chefs d'Etat pourrait se retrouver le 30 novembre autour de la thématique.

Pour en savoir plus :

[Visionner l'audition de Philippe Guettier](#)

Légende de l'illustration : Philippe Guettier a été auditionné par la Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire

Crédits de l'illustration : Capture d'écran lors de l'audition de Philippe Guettier

18 novembre 2015

L'information Vos publications Vos services Contacts et échanges Le groupe Environnement-Magazin

Ressource en eau - 18/11/2015

Une journée consacrée à l'eau lors de la COP21



En décembre prochain, la question de l'eau et du climat sera mise à l'honneur à l'initiative de plusieurs acteurs de la communauté internationale de l'eau, dont le Partenariat français pour l'eau (PFE). Afin que la thématique trouve enfin sa place dans les négociations climat.

Le directeur du Partenariat Français pour l'eau (PFE), Philippe Guettier, était auditionné hier par la Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire. Il a rappelé qu'une journée serait consacrée à l'eau le 2 décembre prochain pendant la COP21. En effet, l'adoption en septembre ...

le Parisien

Aujourd'hui en France

17 octobre 2015

En bref

■ **LES INONDATIONS** toucheront trois fois plus de personnes en 2030. Le Partenariat français pour l'eau — une plate-forme qui rassemble des acteurs publics et privés — veut sensibiliser sur ce thème avant la COP21. Brice Lalonde, ancien ministre de l'Environnement, indique que « l'eau est plus que jamais au cœur des problématiques du dérèglement climatique ».



Brice Lalonde Porte Parole du Partenariat Français pour l'Eau / COP21

par [Alexandra Colombani](#) | Thématique: [Eau](#) | Rubrique: [Initiatives-Actions](#)

L'EAU DOIT ETRE UN ENJEU MAJEUR DE LA COP21

Le Partenariat Français pour l'Eau mobilise les acteurs de la COP21 sur la place centrale de l'eau dans les négociations sur le climat.

Le Partenariat Français pour l'Eau tient à rappeler l'enjeu majeur que doit constituer l'eau dans le contexte de la Conférence des Nations Unies, COP21, qui se tiendra à Paris du 30 novembre au 11 décembre.

Il appelle les négociateurs du climat, les décideurs publics et privés à intégrer l'eau comme une donnée essentielle dans les négociations climatiques.

Le Partenariat Français pour l'Eau mobilisera les décideurs internationaux sur les risques liés à l'eau (pénurie, inondations, qualité de l'eau, détérioration des écosystèmes) et les opportunités d'inverser la tendance en valorisant de nombreuses solutions existantes, concrètes et applicables.



Pendant toute la durée de la COP21, un dispositif ambitieux à destination des décideurs et du grand public sera déployé sur les sites du Bourget dans l'Espace des négociations et au sein de Génération Climat ainsi qu'au Grand Palais avec Solutions COP21. Pédagogique et interactif, il portera le message des membres du PFE sur l'urgence à appliquer maintenant les solutions.

Brice Lalonde, ancien Ministre de l'Environnement et Conseiller spécial sur le développement durable auprès des Nations Unies a choisi de porter le message du PFE auprès de l'ensemble des parties prenantes en tant que porte-parole médiatique : « L'eau est plus que jamais au cœur des problématiques du dérèglement climatique et il m'importe de porter fermement cet enjeu au niveau international ».

Septembre 2015 : l'ONU émet un signal fort en ajoutant l'Eau dans sa feuille de route 2015-2030 comme Objectif de Développement durable pour les pays industrialisés et les pays en développement.

Le Partenariat français pour l'Eau, présidé par Henri Bégorre, est une plateforme de réflexion et d'actions qui rassemble 120 membres autour de 6 collèges d'experts, acteurs publics et privés de l'eau actifs à l'international : l'Etat et ses établissements publics, des ONG, associations et fondations, des collectivités territoriales et parlementaires, des acteurs économiques, des instituts de recherche et de formation ainsi que des personnalités qualifiées.

Les liens connexes

-  [la dépêche sur Média terre](#)
-  [Pour en savoir plus \(24 hits\)](#)

modéré par fbreuil

8 octobre 2015

MOUVEMENTS



La Lettre A du 08/10/2015

Brice Lalonde

Brice Lalonde devient porte-parole du Partenariat français pour l'eau (PFE), présidé par Henri Begorre depuis 2011. L'ancien ministre, conseiller pour le développement durable auprès de l'ONU, va promouvoir la place de l'eau dans le climat pendant la COP21. Le PFE réunit les acteurs français de l'eau à l'international : Etat, entreprises comme Veolia et EDF, ONG, collectivités et experts. Son directeur général Philippe Guettier a été le coordinateur eau-biodiversité-océan pour la conférence Rio+20 de 2012 au sein de la direction de l'eau du ministère de l'écologie.

© Copyright Indigo Publications
Reproduction et diffusion interdites (photocopie, internet, web, etc.) sans autorisation écrite 2400264

8 Octobre 2015

RECOMMANDÉ PUBLIC LE JOUR

Tous les jours

sur www.LaLettreA.fr



LA LETTRE DE TOUS LES POUVOIRS

CEPUS TITR

N°1700

PARIS, LE 8 OCTOBRE 2015

Action publique

Le programme Barracuda soumis aux états de 2017 [»»](#)

Stratégies d'entreprises

Orange marine, opérateur vital pour la défense [»»](#)

Journalistes & médias

La PQR toujours en mal d'actionnaires [»»](#)

COMMENT TOTAL, ENGIE, EDF ET L'ETAT ABANDONNENT LE PAVILLON TRICOLORE

Les trois principaux acteurs français de l'énergie, dont l'ax, **EDF**, est majoritairement détenu par l'Etat, ignorent superbement le pavillon français pour transporter gaz et pétrole. Malgré les prises de positions de l'exécutif sur les atouts de la filière maritime hexagonale, les armateurs français voient la plupart de ces contrats passer sous pavillon étranger.

Désintérêt. Le contrat de 24 chargements de gaz naturel liquéfié (GNL) signé cet été entre l'opérateur de terminaux gaziers texan **Cheniere Energy** et EDF a de fortes chances d'échapper une fois encore aux armateurs battant pavillon français. L'énergéticien fait le plus souvent appel, via sa filiale **EDF Trading**, à des navires sous pavillon de complaisance. Les montants transportés grâce à ce contrat sont pourtant importants : 3,8 milliards de mètres cubes seront acheminés en 2017 et 2018 depuis les Etats-Unis vers notam-

ment le terminal méthanier de Dunkerque ([@ LLA n°1605](#)). L'ignorance du pavillon tricolore par les énergéticiens français est générale. Dans le cadre du projet de GNL sibérien **Yamal LNG**, dont **Total** est actionnaire à hauteur de 20% aux côtés du russe **Novatek** et du chinois **CNPC**, aucun des quinze navires méthaniers construits pour l'acheminement ne flottera sous pavillon français. Les armateurs chinois, grecs, japonais et canadiens s'y taillent la part du lion. Quant à **Engie**, s'il utilise bien des navires gaziers sous bannière tricolore avec sa filiale **Gazocéan**, il n'a pas imposé de transporteur français lors du remplacement du navire de **Geogas**, **Le Philippe**, qui approvisionnait la Corse en gaz. Depuis juin, c'est donc un bateau sous drapeau maltais qui s'en charge. La pilule est amère pour la filière car le pavillon français a été plusieurs fois primé pour ses qualités environnementales, sociales et de sécurité par les 27 Etats signataires du **Mémoire de Paris**...

Ambivalence. La position des pouvoirs publics est, elle, très ambiguë. Le gouvernement multiplie certes les manifestations d'intérêt : **Manuel Valls** a réaffirmé son soutien à la filière lors des Assises de l'économie de la mer de décembre et **François Hollande** s'est rendu au Havre le 6 octobre pour inaugurer le nouveau campus de l'**Ecole nationale supérieure maritime (ENSM)**. De même, la loi sur la transition énergétique adoptée en août a étendu au

pétrole l'obligation de transporter une partie des stocks stratégiques sous pavillon français comme le réclamait la filière maritime. Cette contrainte ne s'appliquait jusque-là qu'au brut. Mais la rédaction du décret n'est pas sans poser problème. Les termes du texte concocté par la **Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC)** et la **Direction générale pour les infrastructures des transports et de la mer (DGITM)** sont jugés trop peu contraignants. Sans précision sur le nombre de navires concernés ni sur la composition des équipages, il risque d'avoir peu d'effet : un seul navire de fort tonnage aux couleurs françaises mais avec un équipage étranger suffirait à remplir l'obligation et ne soutiendrait guère les armateurs hexagonaux. Quant à inclure gaz et charbon dans les stocks stratégiques qui mériteraient d'être transportés par navires français, la DGEC s'y oppose pour l'instant... Reste une fenêtre de tir pour les intéressés : l'examen en novembre de la proposition de loi sur l'économie bleue ([@ LLA n°1697](#)). Les armateurs ne désespèrent pas de voir l'Etat mettre ses propos en accord avec son action. Actionnaire d'Engie et d'EDF, celui-ci pourrait peser pour inciter les industriels à prendre en compte la nationalité des transporteurs pour leurs prochains contrats. Il y a urgence : si la flotte mondiale de navires méthaniers a doublé en dix ans (amalgamant 413 unités), la flotte française a été réduite de six à trois bateaux... **»** **MARION DEBIE**

Mouvements

PHILIPPE DARMAYAN
Le patron du groupe sidérurgiste **Arcelor-Mittal** pour la France, **Philippe Darmayan**, qui préside aussi l'**Alliance pour l'industrie du futur** ([@ LLA n°1685](#)), a rencontré le 16 septembre son homologue allemand **Siegfried Russwurm**, PDG de **Siemens** pour l'industrie et protagoniste du programme allemand **Industrie 4.0**. L'occasion de voir en quoi l'initiative lancée en 2011 pour définir une nouvelle orga-

nisation des usines outre-Rhin peut inspirer l'industrie du futur hexagonale. Le comité de pilotage de l'alliance, appelé à se retrouver tous les deux mois, s'est réuni pour la première fois le 22 juillet.

DAMIEN RANGER
Conseiller de **François Rebsamen** pour les affaires parlementaires, **Damien Ranger** ([@ LLA n°1693](#)) a quitté début septembre le cabinet du ministre du travail démission-

naire pour rejoindre la direction de la stratégie de **Pôle emploi**. Il a été remplacé auprès de **Myriam El Khomri** par **Claire Rabès**, jusque-là conseillère parlementaire au cabinet du ministre de la ville **Patrick Kanner**.

BRICE LALONDE
Brice Lalonde devient porte-parole du **Partenariat français pour l'eau (PFE)**, présidé par **Henri Begone** depuis 2011. L'ancien ministre,

conseiller pour le développement durable auprès de l'**ONU**, se promouvait la place de l'eau dans le climat pendant la **COP21**. Le PFE réunit les acteurs français de l'eau à l'international : Etat, entreprises comme **Veolia** et **EDF**, collectivités et experts. Son directeur général **Philippe Guettier** a été le coordinateur eau-biodiversité-océan pour la conférence **Rio+20** de 2012 au sein de la direction de l'eau du ministère de l'écologie.

© Tous les articles depuis 2007 sur www.LaLettreA.fr

1/8

8 OCTOBRE 2015 - N°1700



PRESSE ETRANGERE

Caribbean News Service	08 Décembre
Le Lézard	08 Décembre
Le Soleil	08 Décembre
Circle of Blue	07 Décembre
Albawaba Business (M-Orient)	06 Décembre
La Nouvelle Tribune (Maroc)	05 Décembre
Anadolu Agency (Turquie)	04 Décembre
Sens 360 (Sénégal)	04 Décembre
Ecosystem Marketplace	03 Décembre
Oujda City	03 Décembre
L'Economiste (Maroc)	02 Décembre
Info Maroc	02 Décembre
Maghress	02 Décembre
Circle of Blue	02 Décembre
Agence Marocaine de Presse	01 Décembre
Radio Kankan (Guinée)	30 Novembre

Putting the Water Issue on the COP21 Table

Climate Change Dec 8, 2015



PARIS, France, Dec 08 2015, CNS – The Global Water Partnership (GWP) Tuesday made a call to action on water in the Climate Change Negotiations underway here.

The GWP is focusing on three key messages – to urge Parties to call for investments in water resources management by the Green Climate Fund (GCF); to access innovative finance mechanisms for climate resilience and water security; and to fulfill the commitments to the Least Developed Countries Fund (LDCF) to ensure project implementation.

“Parties are encouraged to continue to provide funding to the LDCF to ensure implementation of remaining elements of the national adaptation programmes of action (NAPA), as part of the LDC work programme,” the GWP said.

Speaking at a news conference here, Deputy General Director for the French Water Partnership Héloïse Chicou said a recent survey looking at the integration of water into the Intended Nationally Determined Contributions (INDCs) reveals that 92 percent of the countries that have mentioned adaptation within their national contributions mentioned water.

Chicou said this “shows that there is real priority given by countries on water issues. But more than that, what is important to mention is that these countries tend to be developing countries. So there’s a real need for developing countries to look at water actions. And further than that, the survey shows that most of these countries mention water but under the condition that there is appropriate financing. So this is where the financing is particularly important.”

The GCF recently approved US\$ 168 million for the first eight projects to access funding through the fund. Two projects directly support water security.

In 2016, the GCF plans to approve US\$ 2.5 billion for climate change project.

The GWP said parties need to ensure further support to water resources as provided for in Article 4 (e) of the Convention, as climate change is manifested through water, and water resources management is a key adaptation measure.

The intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) projects the frequency of water-related disasters such as floods and droughts to increase as a result of climate change.

Water-related disasters account for 70 percent of all deaths related to natural disasters, impacting also patterns of migration and displacement.

Chicou said when addressing the water issue, countries need to also look beyond infrastructure.

"Looking at the INDCs there was a real request from developing countries to have further financing for knowledge, for soft solutions and for green solutions – so not just infrastructure-related but on capacity building," she said.

Speaking on the integration of the water and climate agendas, Ms. Karin Lexén, Director of World Water Week at Stockholm International Water Institute said there has been a tremendous change in attitudes since Copenhagen (2009) even if there is no reference to water in the agreement texts.

"We see a lot of appreciation of the importance of integrating water in the appropriate actions and at the end of the day that is what matters," Lexén said.

"We often say that water is a connector and I think that is a really important message here. I don't think it's being discussed enough and I think that's very symptomatic that when we are here we are in the climate silo and that is why we try to be here to say we cannot work in silos we have to integrate the water agenda with the climate agenda."

In order to ensure diversified innovative finance mechanisms for climate resilience and water security, GWP is urging Parties to access innovative finance mechanisms for climate resilience and water security.

Financial instruments and tools for climate resilience have been recognised by the Executive Committee of the Warsaw International Mechanism for Loss and Damage. This includes risk management, catastrophe risk insurance, contingency finance, climate-themed bonds and catastrophe bonds.

In 2015, G7 leaders made a commitment to provide climate risk insurance for up to 400 million people in countries vulnerable to the effects of climate change.

The Global Water Partnership is a network of 13 Regional Water Partnerships, 85 Country Water Partnerships, and more than 3,000 Partners located in 171 countries.



Le Lézard

8 Décembre 2015

L'entreprise innovante française Optimum Water Systems lève des barrières technologiques dans le traitement de l'eau

J'aime Tweeter

1

PARIS, December 8, 2015 /PRNewswire/ --

De nombreux succès révélés à la COP21 au Grand Palais

L'entreprise française dispose d'une technologie de rupture issue de 10 ans de R&D. 6 brevets sont à l'origine de ses innovations sans traitement chimiques. L'entreprise intervient sur trois marchés : la dépollution, la protection des réseaux et la filtration ; et compte de nombreuses références en France et à l'international auprès de grandes entreprises françaises (énergie, eau, construction), des hôpitaux, des bailleurs sociaux et des hôtels.

Optimum Water Systems était l'un des grands témoins au Grand Palais à Paris ce vendredi 4 décembre 2015 pour la 1ère Breakthrough Night, la nuit de l'innovation au service du climat soutenue par la Fondation ACIDD, accueillie par Solutions COP 21, en partenariat avec la Fondation FACE et placée sous le haut patronage de François HOLLANDE.

200 milliards de dollars par an pendant 40 ans, c'est l'investissement estimé par les Nations Unies pour améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'eau et permettre de garantir la production agricole et industrielle dans le futur. Or les solutions classiques fonctionnent sur des procédés chimiques et utilisent énormément de consommables. Le traitement de l'eau doit faire partie de la solution et non du problème. En effet, la chimie est aujourd'hui omniprésente dans le secteur et ne fait qu'accroître la pollution qui ne peut être retenue par les stations d'épurations. Cette pollution peut aller jusqu'à dégrader à elle seule, de façon irréversible la ressource en eau dans les pays à fort stress hydrique ou ceux exploitant des eaux fossiles qui ne se renouvellent plus dû aux changements climatiques. A travers le monde plus de 80 % des eaux usées ne seraient ni collectées, ni traitées (chiffre qui atteint les 90 % dans les pays en développement) (WWAP, 2012), menaçant ainsi la santé humaine et environnementale. Les écosystèmes d'eau douce auraient également perdu 76 % de leurs espèces entre 1970 et 2010 selon WWF, 2014.

Sur ce constat, il fallait une rupture technologique. Chose faite dorénavant avec OPTIMUM WATER SYSTEMS et l'émergence d'un nouveau paradigme : le traitement sans chimie, fondé sur des principes qui font tomber les barrières technologiques actuelles et ouvrent de nouvelles perspectives. Cette rupture technologique sans maintenance, sans consommable et sans impact sur l'environnement s'apparente pour l'eau à ce que la voiture électrique sera pour l'automobile : un changement d'attitude et une exploitation durable de l'eau.

"La COP21 est un moment unique et une opportunité pour révéler notre savoir-faire. Ces dernières années nous avons travaillé avec des spécialistes comme le Bureau de Recherche Géologique et Minière (BRGM), de grandes entreprises et participé à des cercles de réflexion (Cercle de l'eau du

Sénat, *Partenariat Français pour l'Eau...*). Le moment est venu de faire connaître nos solutions au plus grand nombre en matière de dépollution, de protection des réseaux et dans la filtration " commente Grégoire PROFIT, dirigeant-co-fondateur de OPTIMUM WATER SYSTEMS.

DÉPOLLUTION

L'entreprise française dispose d'une technologie unique au monde pour améliorer le traitement des eaux de centrales nucléaires.

Alexandre PROFIT, co-fondateur explique : " Nous travaillons avec Nuvia, un acteur du démantèlement nucléaire pour améliorer la décontamination des eaux radioactives. Cette technologie déjà testée en condition réelle est une disruption totale. Les premiers résultats d'un facteur d'amélioration de 50 justifieraient de présenter sans tarder certains résultats au Japon pour faire face à la situation encore critique de Fukushima. Nous adressons grâce à ces innovations la gestion de situations accidentelles, l'amélioration en exploitation jusqu'au démantèlement". Par cet exemple, OPTIMUM WATER SYSTEMS montre qu'il est possible de mettre au point des techniques de traitement d'eau capables d'accompagner la transition écologique à toutes les étapes.

"Nous disposons d'un nouveau brevet dans l'oxydation avancée. Nous travaillons à ce sujet avec le Bureau de Recherche Géologique et Minière (BRGM) et nous proposerons prochainement à la commercialisation nos premiers systèmes pour traiter les pesticides, les nouveaux polluants persistants, les résidus médicamenteux, les perturbateurs endocriniens " annonce Grégoire Profit.

OPTIMUM WATER SYSTEMS s'implique dans l'assainissement des eaux de favelas à Rio dans le cadre des futurs Jeux Olympiques.

"Nous sommes fiers d'annoncer que notre projet de contribution à l'assainissement de la FAVELLA DONA MARTA à Rio de Janeiro a obtenu les lettres d'accréditation des instances de l'Etat de RIO. Ce projet s'insère dans le programme des Jeux Olympiques qui serait réalisé grâce à un consortium franco-brésilien avec des financements internationaux. BRL Ingénierie nous apporte sa contribution sur la partie études du micro-réseau enterré."

PROTECTION DES RÉSEAUX

Les solutions d'OPTIMUM WATER SYSTEMS sont utilisées dans les bâtiments tertiaires sur les réseaux sanitaires, de climatisation et de chauffage. L'objectif est de lutter contre la dégradation des réseaux et les surconsommations en énergie. L'entreprise compte parmi ses clients des hôpitaux (Institut Marie Curie, Hôpital Américain de Neuilly, Hôpital Foch, Hôpital des Armées, Sainte Anne, APHP...), des bailleurs sociaux et des hôtels. Tous mettent en avant la suppression des consommables chimiques et des contraintes de maintenance. L'ordre de grandeur des réductions atteintes est de 95%. Avec ces solutions, Bouygues International a équipé l'équivalent de 1200 logements. OPTIMUM WATER SYSTEMS protège à ce jour 54 réseaux d'eau chaude et de nombreux bâtiments publics de la ville de Strasbourg. Les villes de Paris et Lille, Dalkia, Cofely, des constructeurs comme Vinci, Eiffage, Demathieu & Bard, Bouygues Construction, des promoteurs immobiliers comme Kaufman & Broad ou Bouygues Bâtiment ont déjà choisi OPTIMUM WATER SYSTEMS dans la protection des réseaux.

FILTRATION

Les résultats sur le marché tertiaire ne sont que la partie émergée des bénéfices que l'on peut attendre du traitement physique de l'eau. En effet, OPTIMUM WATER SYSTEMS a conçu des prototypes qui améliorent très significativement les filtrations, c'est-à-dire les rendements, la durée de vie ou la consommation d'eau des systèmes.

Parmi ses innovations majeures, OPTIMUM WATER SYSTEMS développe actuellement un prototype prometteur en partenariat avec un grand acteur français de l'énergie : le système de protection de membrane pour la déstalinisation d'eau de mer.

A propos de OPTIMUM WATER SYSTEMS : <http://optimum-water.com> (<http://optimum-water.com>)

OPTIMUM WATER SYSTEMS s'inscrit à la pointe de la recherche internationale de la physique de l'eau. L'entreprise a développé une expertise sans précédent permettant de substituer l'utilisation de produit chimique dans le traitement des eaux. OPTIMUM WATER SYSTEMS combine des paramètres tels que les effets hydrodynamiques, la cavitation, les micro-courants électriques et leurs effets sur les modifications des structures moléculaires, l'oxydation avancée, l'ultrafiltration. Il est question d'une expertise scientifique de pointe qui appelle à développer à termes de nouveaux modèles mathématiques. Ce savoir-faire consiste à savoir lier et faire converger différentes physiques tels que l'électrolyse, la triboélectricité, la cavitation hydrodynamique, la thermodynamique, l'électrochimie ou la maîtrise des gaz dissous en descendant toujours plus loin dans l'infiniment petit. Les résultats donnent des performances stupéfiantes jusque-là insoupçonnées !

8 Décembre 2015

PROTECTION DES RÉSEAUX

Les solutions d'OPTIMUM WATER SYSTEMS sont utilisées dans les bâtiments tertiaires sur les réseaux sanitaires, de climatisation et de chauffage. L'objectif est de lutter contre la dégradation des réseaux et les surconsommations en énergie. L'entreprise compte parmi ses clients des hôpitaux (Institut Marie Curie, Hôpital Américain de Neuilly, Hôpital Foch, Hôpital des Armées, Sainte Anne, APHP,...), des bailleurs sociaux et des hôtels. Tous mettent en avant la suppression des consommables chimiques et des contraintes de maintenance. L'ordre de grandeur des réductions atteintes est de 95%. Avec ces solutions, Bouygues International a équipé l'équivalent de 1200 logements. OPTIMUM WATER SYSTEMS protège à ce jour 54 réseaux d'eau chaude et de nombreux bâtiments publics de la ville de Strasbourg. Les villes de Paris et Lille, Dalkia, Cofely, des constructeurs comme Vinci, Eiffage, Demathieu & Bard, Bouygues Construction, des promoteurs immobiliers comme Kaufman & Broad ou Bouygues Bâtiment ont déjà choisi OPTIMUM WATER SYSTEMS dans la protection des réseaux.

FILTRATION

Les résultats sur le marché tertiaire ne sont que la partie émergée des bénéfices que l'on peut attendre du traitement physique de l'eau. En effet, OPTIMUM WATER SYSTEMS a conçu des prototypes qui améliorent très significativement les filtrations, c'est-à-dire les rendements, la durée de vie ou la consommation d'eau des systèmes.

Parmi ses innovations majeures, OPTIMUM WATER SYSTEMS développe actuellement un prototype prometteur en partenariat avec un grand acteur français de l'énergie : le système de protection de membrane pour la déstalinisation d'eau de mer.

A propos de OPTIMUM WATER SYSTEMS : <http://optimum-water.com> (<http://optimum-water.com>)

OPTIMUM WATER SYSTEMS s'inscrit à la pointe de la recherche internationale de la physique de l'eau. L'entreprise a développé une expertise sans précédent permettant de substituer l'utilisation de produit chimique dans le traitement des eaux. OPTIMUM WATER SYSTEMS combine des paramètres tels que les effets hydrodynamiques, la cavitation, les micro-courants électriques et leurs effets sur les modifications des structures moléculaires, l'oxydation avancée, l'ultrafiltration. Il est question d'une expertise scientifique de pointe qui appelle à développer à termes de nouveaux modèles mathématiques. Ce savoir-faire consiste à savoir lier et faire converger différentes physiques tels que l'électrolyse, la triboélectricité, la cavitation hydrodynamique, la thermodynamique, l'électrochimie ou la maîtrise des gaz dissous en descendant toujours plus loin dans l'infiniment petit. Les résultats donnent des performances stupéfiantes jusque-là insoupçonnées !

Water Resources Highlighted in Climate Adaptation Plans

MONDAY, 07 DECEMBER 2015 23:00

Countries see climate adaptation as a water problem



Photo © J. Carl Ganter / Circle of Blue A center-pivot irrigation system waters a field in California's Central Valley. Food production, flood protection, data collection, and other sectors influenced by changes in water availability are being included in national climate adaptation plans. Click image to enlarge.

By Brett Walton Circle of Blue

Water is more visible at the United Nations climate conference in Paris than in any preceding climate summit.

Public officials are beginning to understand that a warming planet will change the timing and distribution of water supplies. Dry areas will become dustier and wet regions soggy. Downpours and droughts will be more common. New thinking is needed.

Water is entering the climate discussion in Paris in two ways. One is through the climate plans that each country submitted ahead of the conference. These plans, which describe domestic actions to reduce carbon pollution and adapt to climate change, are called "intended nationally determined contributions," or INDCs.

The second is the Paris Pact, which has been signed by [more than 300 national and international organizations from 87 countries](#). The pact targets climate adaptation at the watershed level and seeks to develop the technical capacity, knowledge, and practices that will buffer society against an uncertain ecological future.

Observers praised the two sets of actions as necessary political step for building resilience.

"So far at the international level we have barely considered water resources in planning for climate change," Marc Leblanc, a hydrologist at the University of Avignon and coordinator of a UN

groundwater assessment program. “Scientists have conducted many diagnostics on the question, but the results from these studies now need to turn into agreements, policies, and implementation strategies at the international level. The Paris Pact is one of the first attempts to address this.”

NDCs Establish National Goals

The [French Water Partnership](#) reviewed a [129 INDCs submitted through November 8](#). (An additional 29 have since been submitted.) Three out of every four INDCs mention the need to adapt to climate change by changing how water resources are managed, used, or developed. Water was the top priority for climate adaptation – higher than agriculture or health — with actions falling within three categories: infrastructure, data collection, and policy changes.

Water adaptation plans are most detailed for countries in Africa, Asia-Pacific region, and Latin America, according to the report. But the depth of the commitments varies.

“The level of detail is very uneven,” [Melisa Cran of the French Water Partnership](#) wrote to Circle of Blue in an email. “Some countries precisely detail their actions (for example, Jordan, Moldova, Bolivia, Bangladesh, Morocco, Ivory Coast or Laos), whereas about thirty countries only announce water as a priority area for action without specifying which actions they seek to implement.”

Cran identified Morocco as a country with specific targets. Morocco’s leaders [pledged](#) to decrease groundwater use by 85 million cubic meters of water per year and acquire the water from rivers and lakes instead. By 2020, the country will also nearly quadruple the amount of farmland using drip irrigation.

Additional targets come later. By 2030, Morocco wants to build 38 dams, desalinate 285 million cubic meters of drinking water per year, and treat 100 percent of its wastewater.

Other countries acknowledge their vulnerability to climate change but are less forthcoming about how they will adapt. [Saudi Arabia’s INDC](#) lists water management as a top priority for both reducing carbon pollution and adapting to a warming planet. The desert country burns a significant portion of its annual oil and natural gas production to distill seawater. It burns fossil fuel resources equal to 1.5 million barrels of oil per day to power desalination facilities that provide a quarter of total water demand. But increasing the water supply in this way also releases a lot of carbon. Saudi Arabia is one of the world’s top per-capita carbon polluters, even ahead of the United States.

“The status quo is not sustainable,” the World Bank noted in a [2012 report](#) on renewable energy and desalination in the Middle East and North Africa. “Reducing the cost of desalination, eliminating its reliance on fossil fuel, and mitigating its environmental impacts are crucial.”



Photo © J. Carl Ganter / Circle of Blue

A desalination facility in Doha, Qatar, which relies on distilled sea water for 75 percent of its water supply. Like Saudi Arabia’s adaptation pledge, Qatar’s INDC promises to conserve water and use renewable energy to power its desalination plants. [Click image to enlarge](#).

Because of the strong link between water use and energy consumption, Saudi Arabia is pledging to reuse more wastewater and plug leaks in its water distribution system. Altogether, these actions will cut the demand for desalinated water. Saudi Arabia's INDC, however, does not mention numeric targets for water. Climate Action Tracker, a research group assessing the INDCs, rates Saudi Arabia's pledge as "inadequate" because its leaders will cut carbon pollution only if oil exports continue to provide strong revenues to its treasury.

Paris Pact a Big Step

While the INDCs emphasize country-level actions, the [Paris Pact](#) looks at the watershed.

The pact represents "significant progress" for water, Leblanc said. Signatories will pursue four goals: data collection and research, basin planning, governance, and adequate financing to develop new infrastructure projects and monitoring programs.

International organizations and water management agencies that signed the pact and have promised \$US 20 million in technical assistance for planning at the watershed level and up to \$US 1 billion in project financing.

Some of the pledges include:

- A seven-year commitment from Jordan, Lebanon, Monaco, Morocco, Spain and Tunisia to assess water resource availability in the Mediterranean region
- A project in Morocco to increase resilience of the agriculture sector through water-saving irrigation practices
- A four-year collaboration in Mexico to improve management of water resources and water services in the Mexico Valley
- A three-year commitment from China to improve management of the Hai River Basin
- The launch of a hydrological and meteorological monitoring program in the Congo Basin of central Africa that will benefit more than 160 million people

Even with the newfound attention, water advocates recognize that pledges mean little unless public officials allocate resources and secure the investments necessary to increase economic and social resilience to climate change.

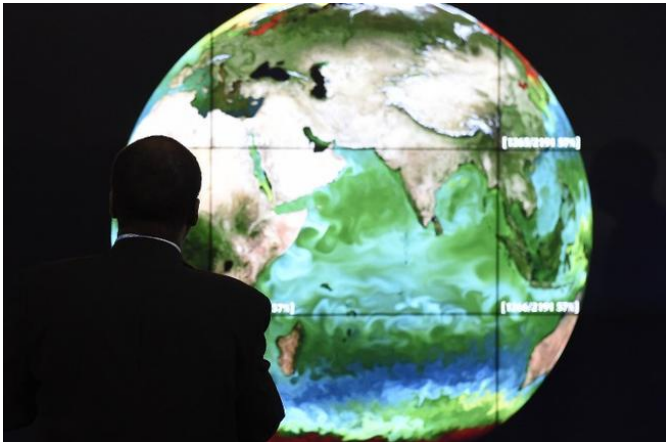
Funding climate and water adaption, as always, is [a sticking point in the Paris talks](#), according to Todd Stern, the chief U.S. climate negotiator. One of the few agreements to come from the Copenhagen climate summit in 2009 was the establishment of the Green Climate Fund, which is supposed to provide at least \$US 100 billion per year in adaptation financing by 2020. So far, the fund has garnered promises of \$US 10 billion.

For water, Paris is an important milestone, but the road continues.

6 décembre 2015

UN Climate Change Conference: \$1B towards saving the world's water

Published December 6th, 2015 - 11:07 GMT via SyndiGate.info



A display at the 21st Session of the Conference of the Parties to the United Nations Framework Convention on Climate Change (COP21/CMP11). (AFP/Alain Jocard)

[A group of countries](#), NGOs and businesses have come away from the UN climate change summit in Paris having secured \$1 billion to save the world's water resources from global warming. The Paris Pact on Water and Climate Change Adaptation has outlined projects to protect water systems against devastating climate change. More than 290 river basin organizations -- the groups that play a key role in managing lakes and rivers that span national borders -- have joined with 23 nations, including 11 African countries, as well as funding agencies, companies and civil society to set make global water resources "more resilient" to environmental adjustments. Noting that water systems are the "very foundation of sustainable human development", the pact aims to tackle climate change and unsustainable water use that cause disasters such as floods and droughts and ultimately leads to deaths.

[Failure to protect water systems](#) jeopardizes sustainable economic, social and environmental development, the pact said. Edouard Boinet, a project manager at the France-based International Office for Water, said the projects funded by the pact would help climate experts and businesses understand the dangers facing water resources, allowing them to manage and adapt to climate change better. Such risks are present around the world, in both developed and developing nations. In California, a four-year drought has led to \$2.7 billion in economic losses and put nearly 21,000 people out of work.

On the other side of the Pacific Ocean, floods in southern China have caused hundreds of deaths and \$18.4 billion worth of losses this year alone. In Brazil, the worst drought in 86 years is threatening the country's already struggling economy.

Wide range of projects

To counter problems like these, governments, aid organizations and international finance agencies have agreed to fund a wide range of projects.

India has committed funds to improve groundwater management and in Africa nine countries have launched a 10-year investment plan to strengthen the Niger Basin's resilience to climate change, supported by the World Bank and other backers.

Jordan, Lebanon, Monaco, Morocco, Spain and Tunisia have given a seven-year commitment to assess [water resources in the Mediterranean region](#), supported by the European Commission. Elsewhere, improved irrigation, water resource management and monitoring is expected to benefit hundreds of millions of people. The pact also establishes a platform for 10 megacities around the world -- with a combined population of 85 million -- to share best practice.

Boinet said technical assistance included using sensors to assess water quality and quantity to identify trends or to manage water resources at "basin level" among the users of a particular lake or river. Developing alternative resources through the reuse of treated waste water, rain water harvesting and wetland conservation or the creation of artificial wetlands also play a key role in the pact's vision, Boinet added.

"The list is rather long and technical," he said.

Among the coalitions created by the pact is the Business Alliance for Water and Climate Change, the Delta Coalition that aims to improve water resilience for 250 million people in 12 countries as well as civil society groups such as the World Water Council and the [French Water Partnership](#). It also focuses on the world's seas and oceans, which hundreds of millions of people depend on for their livelihoods. The commercial shipping sector is taking action to reduce greenhouse gas emissions by 20 percent within five years and by 50 percent by 2050.

There are plans for more marine protected areas as well as solutions to rising sea levels, coastal erosion and flooding.

By Hajer M'tiri

COP 21 : L'EAU, UNE DES PRIORITÉS CLIMATIQUES POUR LE MAROC 05/12/15 publié par SB



A l'occasion de la journée consacrée à l'Eau durant la COP21, le mercredi 2 décembre, la Ministre déléguée chargée de l'Eau, Madame Charafat Afailal, s'est mobilisée pour promouvoir la prise en compte de l'enjeu de l'eau au sein des négociations sur le climat.

C'est ainsi qu'un Side-Event sous le thème : « le secteur de l'eau au Maroc et adaptation au changement climatique » a été organisé par le Ministère délégué chargé de l'Eau, au Pavillon Maroc, en marge de la 21ème Conférence des Parties (COP21). L'évènement a été marqué par le plaidoyer fort de la Ministre déléguée chargée de l'Eau à l'intention de la communauté internationale afin de consacrer à l'eau une place prioritaire dans le processus des négociations climatiques. « L'eau est le principal enjeu, le principal défi et aussi la principale victime des changements climatiques », a-t-elle indiqué. Ce Side-Event a ensuite été l'occasion, pour les acteurs institutionnels marocains, de partager leur expérience en matière d'adaptation aux changements climatiques dans le domaine de l'eau. A noter que cet évènement a connu une forte mobilisation, avec la participation du Ministre de l'Habitat et de la politique de la ville, M. Nabil Benabdellah, de la Ministre déléguée chargée de l'Environnement, Mme Hakima El Haiti, ainsi que du Président Honoraire du Conseil Mondial de l'Eau, M. Loïc Fauchon, en plus d'autres personnalités.

Cette journée du 2 décembre, consacrée à l'eau et placée sous le signe de la résilience, a été l'occasion de rejoindre le « Pacte de Paris » sur l'eau et l'adaptation au changement climatique, initié par le Réseau international des organismes de bassins (Riob). « Ce pacte est une initiative exemplaire qui va donner à l'eau la place qu'elle mérite lors des négociations de Paris », s'est félicitée Charafat Afailal, lors de sa signature du document au côté de Ségolène Royal, ministre française de l'Ecologie. Ce pacte, qui incite à la mise en place de différentes mesures pour permettre l'adaptation au changement climatique dans les bassins, a été signé par plus de 290 organisations, commissions internationales et autorités de bassins transfrontaliers, ainsi que des ministères issus de 87 pays. La Ministre déléguée chargée de l'Eau a ensuite eu l'occasion de mettre en exergue l'expérience marocaine en matière de gestion intégrée et décentralisée des ressources en eau à l'échelle de bassins hydrauliques lors du Panel sur « l'eau et adaptation aux changements climatiques », organisé par le Réseau international des organismes de bassins (RIOB).

Un autre rendez-vous important a marqué cette journée du 2 décembre. Il s'agit de la Conférence Internationale intitulée « #Climateiswater: solutions for the future » (le climat est l'eau : des solutions pour le futur), menée par le Conseil Mondial de l'Eau. Cette conférence a rassemblé les acteurs de l'eau sous le slogan #Climateiswater avec un message commun : la communauté internationale de l'eau a des solutions – majoritairement d'adaptation – pour faire face au changement climatique. « Il est aujourd'hui nécessaire, voire vital, que les efforts de la communauté internationale se rejoignent et appuient l'eau comme une priorité centrale dans le processus des négociations climatiques », a insisté la Ministre déléguée chargée de l'Eau, qui n'a pas manqué d'annoncer que le Maroc accueillera, courant 2016, un événement international sur l'eau et le climat, à même de donner un nouvel élan aux négociations de la COP22, qui se tiendront à Marrakech l'année prochaine. Cet événement international était d'ailleurs au centre d'un entretien, mardi à Paris, entre Madame Charafat Afailal et le président du Partenariat français pour l'eau, Henri Bégorre, mené en marge de la 21e session de la Conférence des parties.

LNT avec CdP



4 December 2015

Paris summit brings \$1 billion to protect world's water

Alliance of government, NGOs, businesses aim to save water resources from climate change



LE BOURGET, France

A group of countries, NGOs and businesses have come away from the UN climate change summit in Paris having secured \$1 billion to save the world's water resources from global warming.

The Paris Pact on Water and Climate Change Adaptation has outlined projects to protect water systems against devastating climate change.

More than 290 river basin organizations -- the groups that play a key role in managing lakes and rivers that span national borders -- have joined with 23 nations, including 11 African countries, as well as funding agencies, companies and civil society to set make global water resources "more resilient" to environmental adjustments.

Noting that water systems are the "very foundation of sustainable human development", the pact aims to tackle climate change and unsustainable water use that cause disasters such as floods and droughts and ultimately leads to deaths.

Failure to protect water systems jeopardizes sustainable economic, social and environmental development, the pact said.

Edouard Boinet, a project manager at the France-based International Office for Water, said the projects funded by the pact would help climate experts and businesses understand the dangers facing water resources, allowing them to manage and adapt to climate change better.

Such risks are present around the world, in both developed and developing nations. In California, a four-year drought has led to \$2.7 billion in economic losses and put nearly 21,000 people out of work.

On the other side of the Pacific Ocean, floods in southern China have caused hundreds of deaths and \$18.4 billion worth of losses this year alone.

In Brazil, the worst drought in 86 years is threatening the country's already struggling economy.

Wide range of projects

To counter problems like these, governments, aid organizations and international finance agencies have agreed to fund a wide range of projects.

India has committed funds to improve groundwater management and in Africa nine countries have launched a 10-year investment plan to strengthen the Niger Basin's resilience to climate change, supported by the World Bank and other backers.

Jordan, Lebanon, Monaco, Morocco, Spain and Tunisia have given a seven-year commitment to assess water resources in the Mediterranean region, supported by the European Commission.

Elsewhere, improved irrigation, water resource management and monitoring is expected to benefit hundreds of millions of people.

The pact also establishes a platform for 10 megacities around the world -- with a combined population of 85 million -- to share best practice.

Boinet said technical assistance included using sensors to assess water quality and quantity to identify trends or to manage water resources at "basin level" among the users of a particular lake or river.

Developing alternative resources through the reuse of treated waste water, rain water harvesting and wetland conservation or the creation of artificial wetlands also play a key role in the pact's vision, Boinet added.

"The list is rather long and technical," he said.

Among the coalitions created by the pact is the Business Alliance for Water and Climate Change, the Delta Coalition that aims to improve water resilience for 250 million people in 12 countries as well as civil society groups such as the World Water Council and the French Water Partnership.

It also focuses on the world's seas and oceans, which hundreds of millions of people depend on for their livelihoods.

The commercial shipping sector is taking action to reduce greenhouse gas emissions by 20 percent within five years and by 50 percent by 2050.

There are plans for more marine protected areas as well as solutions to rising sea levels, coastal erosion and flooding.

<http://aa.com.tr/en/economy/paris-summit-brings-1-billion-to-protect-worlds-water/485921>

Sénégal

Reprise de la tribune publiée par Le Monde.fr by Brice Lalonde

4 décembre 2015

COP21 : n'oublions pas l'eau, face cachée du changement climatique

Il y a plus d'une façon de parler du changement climatique : les gaz à effet de serre s'accumulent, il fait plus chaud, les glaces fondent, la mer monte, les combustibles fossiles sont les premiers responsables, il faut modifier la politique énergétique... Certes. En attendant le changement est en cours, il est irréversible parce que le gaz carbonique reste très longtemps dans l'atmosphère. Il faut donc s'adapter. Et quel est le principal porteur du changement pour les vivants ? C'est l'eau. Le changement climatique, c'est le changement aquatique.

L'enjeu est donc de pallier l'inondation et la sécheresse, et pas seulement de respecter le bon état des eaux qui accapare l'attention des responsables comme si le régime des eaux était immuable dans notre pays. C'est au fond la même erreur que pour le climat : on prend la nature pour un cadre immobile. Le changement climatique accentue l'évaporation et les précipitations, l'eau devient violente. Il n'est que d'évoquer les sécheresses récentes au Brésil et en Californie, et les inondations qui eurent lieu en 2013 et 2014 en Allemagne et au Royaume-Uni, celles qui ont dévasté cette année le Midi de la France. À l'échelle mondiale les conflits paraissent se superposer au triangle de la soif couvrant l'Afrique du Nord, le Proche-Orient et l'Asie centrale.

Les scientifiques estiment que les pays arides le seront davantage. Leurs habitants manquent déjà d'eau. Les chiffres sont amers : près de deux milliards d'êtres humains boivent une eau contaminée, 1, 2,5 milliards ne bénéficient pas d'assainissement convenable. Les réserves ne sont pas extensibles à l'infini : à mesure que les humains sont plus nombreux la quantité disponible par personne diminue. Je crains l'arrivée d'une crue de la Seine ou de la Loire. La mémoire se dissipe vite. Combien de maisons ont été construites dans des zones inondables. Est-ce que les habitants ont été avertis. Leur a-t-on distribué les instructions en cas d'alerte ? A-t-on prévu un drainage suffisant ? C'est la tâche renouvelée à laquelle s'appliquent aujourd'hui les villes et les organismes de bassin.

En France depuis que les arrêtés de catastrophes naturelles ont été créés en 1982, 74 % d'entre celles-ci sont des inondations, 14 % des sécheresses, bref 88 % des catastrophes climatiques portent sur la ressource en eau. Des chiffres cohérents avec ceux des Nations unies, selon lesquels 90 % des menaces climatiques dans le monde sont des menaces sur l'eau. L'agriculture est le premier consommateur d'eau. C'est qu'il faut nourrir plus de 7 milliards de Terriens. L'irrigation prélève

70 % de l'eau douce. Mais qu'arrive-t-il lorsqu'il faut arbitrer entre l'agriculture et les besoins domestiques ?

Les sociétés modernes ont gaspillé et pollué sans compter une eau indispensable aux villes, aux industries, à la navigation, aux récréations et à la nature. Désormais beaucoup de fleuves ne se jettent plus dans la mer. Ils sont à sec bien avant. C'est à une révolution dans la gestion et les usages de l'eau qu'il faut s'atteler avant que n'arrivent les mauvaises surprises. La capacité à surmonter les chocs du changement climatique devient une question centrale. La France a longtemps été un modèle de la gestion de l'eau. Face au changement climatique, elle doit retrouver ce rôle. En l'absence d'une instance internationale de l'eau – les Nations unies en sont dépourvues -, elle doit partager son savoir-faire. Réunis au sein du Partenariat Français pour l'Eau, les acteurs français de l'eau sont les avocats de l'amitié avec l'eau. Depuis l'emploi des satellites jusqu'à l'expérience de la plus petite commune, ils mettent au point les solutions d'adaptation, contribuent aux débats mondiaux, coopèrent avec les peuples. La réduction des émissions de gaz

à effet de serre est indispensable, l'adaptation au climat ne l'est pas moins. Que chacun travaille aux meilleures façons de protéger les populations, les entreprises, les infrastructures, la nature de ses conséquences les plus brutales. N'oublions jamais l'eau. Elle est la face cachée du changement climatique.

Brice Lalonde, est ancien ministre français de l'Environnement et conseiller spécial auprès des Nations unies pour le développement durable. Il est le porte- parole du Partenariat Français pour l'Eau.

3 Décembre 2015

Climate-Change Means Floods, Droughts, And Downpours. Should Water Be More Prominent In Climate Accord?

Kelli Barrett

Many climate impacts are felt through water which is why several thought leaders from the water space gathered on Wednesday at the ongoing UN climate talks in Paris to discuss just where water fits into a global climate agreement.

PARIS | As California and Sao Paulo wrestle with drought conditions, parts of India are inundated by rain. In North Carolina, flooding wreaked havoc on the state's infrastructure just a few short months ago. Meanwhile, the Middle East is in a perpetual state of water scarcity and low-lying lands like Bangladesh live in constant concern of rising seas.

According to **the French Water Partnership (FWP)**, an association of water stakeholders focused on international water management, roughly 90% of weather disasters are related to water. And climate change will only make it worse.

This makes water relevant to the UN climate change talks running here in Paris through December 11. The conference, officially called the 21st Conference of the Parties (COP 21) to the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC), seeks to secure a global and legally binding agreement to reduce greenhouse gas emissions in order to keep temperatures from rising more than 2 degrees Celsius. The water sector directly contributes just 2-5% of global carbon emissions, according to the International Water Association (IWA), but it also supports agriculture and energy, which generate massive amounts of emissions, while also supporting forests, which sequester carbon. And, of course, water is the climate change impact that hits most people the hardest.

Where is Water?

So water is important and a major factor when deciphering an international agreement that lays the groundwork for mitigating and adapting to a changing climate. But despite its significance, water is largely excluded from the agreement text that country negotiators are hammering out in these two weeks.

Ger Bergkamp of IWA says that ignoring water is a mistake of historic proportions, a lost opportunity for effective mitigation and adaptation that will haunt us for decades.

Nancy Saich of the European Investment Bank (EIB) agrees.

"When we think about the fact that the world's population is projected to be above 8 billion by 2030, the economic pressures on water resources are multiplied by the many people looking to increase their livelihood, grow their food and live in a more water secure world," she said during a COP 21 side event hosted by the Alliance for Global Water Adaptation (AGWA), a consortium of development banks, governments and NGOs. The event showcased the significance of water as part of any climate agenda, and was used to promote a new initiative called Climate is Water.

<https://vimeo.com/arupvisualcomms>

Climate is Water COP21



As the text isn't finalized, several attendees endorsed efforts to insert explicit language concerning water into the negotiating text that will be finalized at the end of next week.

Getting In

Heads of states and negotiators aren't completely ignoring water – at least on the adaptation front. On December 2, a wide-ranging coalition of NGOs, governments, businesses and basin-level

organizations launched the Paris Pact on Water and Climate Change Adaptation. The pact holds potential to send \$1 billion flowing to water adaptation projects in North Africa and the Middle East, Central America, India and China. Its focus is to make water more resilient to climate change impacts. Indeed, water-related climate resiliency is a key concern, particularly for developing countries most vulnerable to natural hazards. Many of these countries have included the need in their national climate action plan. Heloise Chicou, the Deputy Director and Climate Program Manager at FWP noted a FWP survey found that of the nearly 160 contributions submitted, 80% focus on adaptation. Of those, 90% take water into account, many of which are from developing places.

"There is a lot of support for water within the national action plans," Chicou said. However, she stressed in order for these countries to implement their resiliency-building plans, more cooperation between the water community and national governments is needed.

Finding Water Finance

Chicou also noted that without proper finance, water adaptation ceases to exist in any meaningful form. The current estimate for water infrastructure is \$10 trillion over the next 20 years. Participants agreed water should be included within the central climate financing mechanism, the Green Climate Fund (GCF).

But while countries have pledged millions toward the \$USD 100 billion a year objective, it is still somewhat unclear just how the instrument will raise money, and Torgny Holmgren of the Stockholm International Water Institute highlighted potential alternative sources to raising money. Sustainable investing is on the rise and tapping into private finance through the climate and green bond market, which recently exploded in 2014, is one such source, Holmgren said. There's even talk of a green bond standard which maps the different sustainable water projects that qualify in the green bond market.

Climate-related water needs should also be integrated into national, regional and basin-level governance, Chicou said.

The Water Connection

Saich focused on incorporating water into other sectors, like agriculture and energy, for instance. "The integration of water into other sectors like land-use is vital," she said. Indeed, one of the key messages of the event focused on water as a connector, not a sector, and such integration has potential to open up finance, Saich explained.

"We have to look at the climate risk and vulnerability outside project boundaries," she said. This means not only crossing sectors but engaging with local stakeholders to truly develop effective water management. This year, the bank linked their climate-related portfolios, forming its climate strategy, of which water is a key part, Saich said. EIB's target for climate action is 25% of total lending or \$20 billion per year, roughly.

Delivering Water Benefits

While mobilizing political will and finding financial solutions are two significant aspects of water adaptation, determining the best approaches and techniques that will result in sustainably managed water systems is, perhaps, the most important element of water adaptation implementation. Corrine Trommsdorr, a Program Manager at IWA, used Rotterdam, a city in the Netherlands as an example of a greener approach to manage water resources. A densely populated harbor city in a low-lying country, Rotterdam is building resilience using techniques like underground rainwater storage to adapt to more intense rain, Trommsdorr explained. This approach pulls double duty delivering mitigation and adaptation benefits. The stored water is re-used and it prevents stormwater overflows, thus reducing energy emissions.

Many water professionals agree that the best way forward is with green and nature-based solutions. James Dalton, the Coordinator of Global Initiatives in IUCN's Global Water Programme is focused on these types of solutions.

"Ecosystems themselves, through nature-based solutions, have many of the answers we need as we continue to add further stress on our ecosystems and climate has an increasing impact," he said. Recent evidence shows an increasingly receptive world to holistic nature-based solutions that recognize nature as parts of water infrastructure. Wetlands absorb pollutants preventing them from entering waterways, for example, and mangrove trees and coral reefs act as storm barriers against ferocious weather. According to research from 2014, companies and governments invested \$12.3 billion into these natural solutions.

And these solutions aren't new. "Nature-based solutions are already in play," Dalton explained. The focus has since transitioned to issues like scale and investments.

Participants agreed that seeking answers to questions such as these, which can ultimately lead to a future of sustainable water management, are not only for the water sector to determine, but one that is important to the climate talks as well.

Kelli Barrett is a freelance writer and editorial assistant at Ecosystem Marketplace. She can be reached at kbarrett@ecosystemmarketplace.com.

3 Décembre 2015

COP21 : Forte mobilisation du Maroc pour inscrire l'eau parmi les priorités des négociations climatiques

03 décembre 2015 -



A l'occasion de la journée consacrée à l'Eau durant la COP21, un Side-Event sous le thème : « le secteur de l'eau au Maroc et adaptation au changement climatique » a été organisé mercredi 2 décembre, par le Ministère délégué chargé de l'Eau, au Pavillon Maroc, en marge de la 21ème Conférence des Parties (COP21).

Cet événement a été marqué par le fort plaidoyer de la Ministre déléguée chargée de l'Eau Mme Charafat Afaila à l'intention de la communauté

internationale afin de consacrer à l'eau une place prioritaire dans le processus des négociations climatiques car, avait-elle précisé : « L'eau est le principal enjeu, le principal défi et aussi la principale victime des changements climatiques ». Ce Side-Event a ensuite été l'occasion, pour les acteurs institutionnels marocains, de partager leur expérience en matière d'adaptation aux changements climatiques dans le domaine de l'eau et a connu une forte mobilisation, avec la participation du Ministre de l'Habitat et de la politique de la ville, M. Nabil Benabdellah, de la Ministre déléguée chargée de l'Environnement, Mme Hakima El Haiti, ainsi que du Président Honoraire du Conseil Mondial de l'Eau, M. Loïc Fauchon, en plus d'autres personnalités.

Cette journée du 2 décembre, consacrée à l'eau et placée sous le signe de la résilience, a été l'occasion de rejoindre le « Pacte de Paris » sur l'eau et l'adaptation au changement climatique, initié par le Réseau international des organismes de bassins (RIOB). « Ce pacte est une initiative exemplaire qui va donner à l'eau la place qu'elle mérite lors des négociations de Paris », s'est félicitée Charafat Afaila, lors de sa signature du document au côté de Ségolène Royal, ministre française de l'Écologie. Ce pacte, qui incite à la mise en place de différentes mesures pour permettre l'adaptation au changement climatique dans les bassins, a été signé par plus de 290 organisations, commissions internationales et autorités de bassins transfrontaliers, ainsi que des ministères issus de 87 pays. La Ministre déléguée chargée de l'Eau a ensuite eu l'occasion de mettre en exergue l'expérience marocaine en matière de gestion intégrée et décentralisée des ressources en eau à l'échelle de bassins hydrauliques lors du Panel sur « l'eau et adaptation aux changements climatiques », organisé par le Réseau international des organismes de bassins (RIOB).

Un autre rendez-vous important a marqué cette journée du 2 décembre. Il s'agit de la Conférence Internationale intitulée « Climate is water: solutions for the future » (le climat est l'eau : des solutions pour le futur), menée par le Conseil Mondial de l'Eau. Cette conférence a rassemblé les acteurs de l'eau sous le slogan « Climate is water » avec un message commun : la communauté internationale de l'eau a des solutions – majoritairement d'adaptation – pour faire face au changement climatique. « Il est aujourd'hui nécessaire, voire vital, que les efforts de la communauté internationale se rejoignent et appuient l'eau comme une priorité centrale dans le processus des négociations climatiques », a insisté la Ministre déléguée chargée de l'Eau, qui n'a pas manqué d'annoncer que le Maroc accueillera, courant 2016, un événement international sur l'eau et le climat, à même de donner un nouvel élan aux négociations de la COP22, qui se tiendront à Marrakech l'année prochaine. Cet événement international était d'ailleurs au centre d'un entretien, mardi à Paris, entre Madame Charafat Afaila et le président du Partenariat français pour l'eau, Henri Bégorre, mené en marge de la 21e session de la Conférence des parties.

DRIHEM MOHAMMED

2 décembre 2015

L'ECONOMISTE

LE PREMIER QUOTIDIEN ECONOMIQUE DU MAROC

LE MAROC PRÉPARE DÉJÀ SA COP22

Crée le : 01 décembre 2015 à 17:38

Version Imprimable 



La préparation d'un événement international sur l'eau et le climat, qui devra se tenir au Maroc en 2016, a été au centre d'une réunion, hier mardi à Paris, entre la ministre chargée de l'Eau, Charafat Afailal et le président du Partenariat français pour l'eau, Henri Bégorre. La question de l'eau est prioritaire dans les négociations et constitue le principal défi de la communauté internationale. La COP22 qui aura lieu à Marrakech réunira notamment le Conseil mondial de l'eau et le Partenariat français pour l'eau ainsi que d'autres acteurs du domaine.

(www.infomediaire.net) - La préparation d'un événement international sur l'eau, qui devra se tenir au Maroc en 2016, a été au centre d'une réunion, hier à Paris, entre la ministre chargée de l'Eau, Charafat Afailal, et le **président du Partenariat français pour l'eau, Henri Bégorre.**

Cet événement de grande envergure s'inscrit en amont de la COP 22, qui aura lieu l'année prochaine à Marrakech, a indiqué Afailal, précisant que la question de l'eau est prioritaire dans les négociations et constitue le principal défi de la communauté internationale.

“Nous comptons sur la participation d'une dizaine de pays pionniers dans la gestion de l'eau”, a-t-elle poursuivi.

Pour sa part, Bégorre a souligné l'importance de l'événement international sur l'eau et le climat qui aura lieu en 2016 au Maroc et qui réunira notamment le Conseil mondial de l'eau.



2 décembre 2015

Charafat Afailal s'entretient avec le président du Partenariat français pour l'eau

En marge de la COP21

La préparation d'un événement international sur l'eau et le climat, qui devra se tenir au Maroc en 2016, a été au centre d'une réunion, mardi à [Paris](#), entre la ministre chargée de l'Eau, Charafat Afailal et le président du Partenariat français pour l'eau, Henri Bégorre. «Nous avons discuté d'un événement axé sur la question de l'eau et du climat, que nous allons organiser en 2016 au Maroc et nous comptons lui donner une dimension internationale», a dit Mme Afailal dans une déclaration à la MAP à l'issue de cet entretien, tenu en marge de la 21ème session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP21).

Cet événement de grande envergure s'inscrit en amont de la COP22 qui aura lieu l'année prochaine à [Marrakech](#), a-t-elle indiqué, précisant que la question de l'eau est prioritaire dans les négociations et constitue le principal défi de la communauté internationale.«Nous comptons sur la participation d'une dizaine de pays pionniers dans la gestion de l'eau», a-t-elle poursuivi, rappelant l'impact «énorme et les conséquences désastreuses» des changements climatiques sur les ressources hydriques.

Par ailleurs, la ministre a fait savoir que le Maroc œuvre de concert avec le Partenariat français pour l'eau à diagnostiquer les problèmes dans certains pays «dont les défis ne sont pas les mêmes et la situation est différente selon qu'il s'agisse de pays insulaires, africains, américains ou méditerranéens et à trouver les réponses moyennant des mécanismes financiers, le transfert du savoir-faire et de technologies et le renforcement des capacités du capital humain». Pour sa part, M. Bégorre a souligné l'importance de l'événement international sur l'eau et le climat qui aura lieu en 2016 au Maroc et qui réunira notamment le Conseil mondial de l'eau et le Partenariat français pour l'eau ainsi que d'autres acteurs du domaine. A cette occasion, il a salué la coopération étroite entre le Maroc et la [France](#) en matière d'eau, à travers nombre de projets en faveur de l'amélioration de l'accès à l'eau dans le Royaume et des pays de l'Afrique subsaharienne. Le responsable français a, à cet égard, mis en exergue l'importance des liens de coopération entre le Maroc et l'Afrique dans ce domaine, estimant que ce partenariat s'inscrit «au service des plus démunis qui ne disposent pas aujourd'hui des conditions convenables pour accéder à l'eau potable, et celle destinée à l'agriculture et à l'énergie».



circle of blue

2 Decembre
2015

At Paris Climate Talks, Water Is on the Rise

WEDNESDAY, 02 DECEMBER 2015 14:18

Water groups, active in Paris, focus on implementing a climate agreement

By Brett Walton Circle of Blue

For years, water advocates have argued that a global climate agreement must recognize that a warming planet will dramatically alter familiar cycles of precipitation and evaporation. Droughts, floods, and rising seas will overwhelm communities that are not prepared. World leaders are beginning to understand the message.

In Paris, water groups are deploying the tactics and armature of a polished public relations campaign. There is a slogan (“Water is a connector, not a sector”) and a unified message. There are position papers and press conferences. There is even a Twitter hashtag (#ClimateIsWater).

“Water is a local good. What happens with water boils down to what happens on the ground.”

—Torgny Holmgren

Stockholm International Water Institute

The result is that water is being discussed in Paris with greater clarity, precision, and commitment than at any previous United Nations climate summit, according to observers. The theme for December 2 is resilience, with several sessions dedicated to water. Yesterday, a UN science agency [urged negotiators](#) to consider more carefully the role of groundwater in climate adaptation.

The attention this week concludes year in which leaders awoke to the importance of water. In January, the World Economic Forum, a who’s who of the political and business elite, named water crises as [the top global risk](#). In September, the United Nations General Assembly adopted a series of [sustainable development goals](#) that included six targets for water — targets that address sanitation, ecosystems, management, efficiency, and pollution.

Water advocates are already planning ahead, explained Torgny Holmgren, executive director of the Stockholm International Water Institute. He said that getting water inserted into the text of the climate agreement — it was not mentioned in a [51-page draft](#) that was released in October — would be a satisfying outcome, but the groups are more concerned with what happens in the months and years after negotiators leave Paris.

Implementing an international climate agreement, Holmgren said, is where water truly matters. Efforts to reduce carbon pollution and adapt to floods, droughts, heat waves, and rising seas depend on policies, investments, and plans by local, state, and national officials.

“Water is a local good,” Holmgren explained. “What happens with water boils down to what happens on the ground.”

Two agreements are the centerpieces for turning the words and speeches at Le Bourget conference center into action. One is the [Paris Pact](#), an agreement to incorporate climate

adaption into local water plans. Nearly 290 countries, international organizations, and water management agencies signed the pact and have pledged \$US 20 million in technical assistance for planning at the watershed level and up to \$US 1 billion in project financing. Some of the pledges include:

- A seven-year commitment from Jordan, Lebanon, Monaco, Morocco, Spain and Tunisia to assess water resource availability in the Mediterranean region
- A project in Morocco to increase resilience of the agriculture sector through water-saving irrigation practices
- A four-year collaboration in Mexico to improve management of water resources and water services in the Mexico Valley
- A three-year commitment from China to improve management of the Hai River Basin
- The launch of a hydrological and meteorological monitoring program in the Congo Basin of central Africa that will benefit more than 160 million people

Cities and businesses have also pledged support through a set of related agreements. The Megacities Coalition, which represents 10 cities with 85 million people, will share information and best practices. The [Business Alliance for Water and Climate Change](#) is a commitment signed by 27 large companies, such as Danone, Unilever, and Veolia, to measure and report their water risks.

Second are the national climate plans, called INDCs in the diplomatic lingo. These plans outline the actions that each country will take to reduce carbon pollution and adapt to climate change. According to the [French Water Partnership](#), roughly 80 percent of the INDCs include a water component.

Few of the adaptive actions, however, will take place without money and technical support. Holmgren hopes that the climate funds being discussed at the Paris conference will finance water projects and assessments.



1er Décembre 2015



Activités Gouvernementales

COP21: Mme Afailal s'entretient avec le président du Partenariat français pour l'eau

Mardi, 1 décembre, 2015 à 11:35



Paris – La préparation d'un événement international sur l'eau et le climat, qui devra se tenir au Maroc en 2016, a été au centre d'une réunion, mardi à Paris, entre la ministre chargée de l'Eau, Charafat Afailal et le président du Partenariat français pour l'eau, Henri Bégorre.



30 Novembre 2015

L'OMVS A L'HONNEUR DE LA CONFERENCE DE PARIS SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

L'OMVS s'apprête à participer à la COP 21 en sa triple qualité d'Organisme de bassin en charge de la gestion d'un fleuve transfrontalier, de Secrétaire Technique Permanent du Réseau africain des Organismes de Bassin (RAOB) et de membre du bureau de liaison du Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB).

La délégation de l'OMVS sera conduite par le Haut Commissaire, M. kabiné KOMARA, et comprendra les Présidents de Conseil d'Administration et les Directeurs Généraux des Sociétés de l'OMVS (SOGED, SOGEM et SOGENAV), les Coordonnateurs de Cellule Nationale OMVS et des Directeurs et Experts du Haut Commissariat et des Sociétés.

L'OMVS est invitée à participer à d'importantes rencontres dédiées aux relations entre la gestion des cours d'eau et les changements climatiques.

En tant qu'acteur majeur de la gestion des bassins transfrontalier dans le monde, l'OMVS a signé le "Pacte de Paris sur l'eau et l'adaptation au changement climatique dans les bassins des fleuves, des lacs et des aquifères", dont l'objectif est de mobiliser tous les acteurs de la gestion des ressources en eau désireux à s'engager pour la COP21. L'OMVS a présenté, dans ce cadre, quatre fiches de projet portant sur le barrage de Koukoutamba, le barrage de Gourbassi, l'Observatoire de l'environnement du massif du Fouta Djallon et le PGIRE 2.

La délégation OMVS participera notamment à la cérémonie de présentation du Pacte, de ses signataires et de projets d'adaptation, prévue le mardi 01 décembre entre 15 h 00 - 16 h 30 dans la Salle n°9, dans « l'Espace Génération Climat » du Bourget.

Dans le cadre du Plan d'Action Lima-Paris (« Action Agenda »), le Pérou, appuyé par la France, organise une journée officielle sur le thème de la Résilience, dont une demi-journée « Eau et adaptation au changement climatique », qui se tiendra le 2 décembre de 10H00 à 13H00 à Paris-Le Bourget dans la « Zone Bleue » de négociation de la COP21. Le Haut Commissaire sera un des panélistes qui vont animer cette demi-journée.

Autre rendez-vous le même jour, la délégation OMVS va assister aux side events dont celui organisé par le sénat français et portant sur le thème suivant : « Hydrodiplomatie et Changement Climatique pour la Paix au Moyen Orient ».

Par ailleurs vendredi 04 décembre, le Haut Commissaire interviendra dans deux événements importants relatifs à l'Adaptation aux changements climatiques dans les bassins, lacs, rivières et aquifères, et l'Initiative des villes et villages du bassin du fleuve Mississippi.

Enfin, sur invitation du Secrétaire Exécutif de la Convention des Nations Unies sur les Changements Climatiques et de M. Laurent Fabius, Ministre des Affaires étrangères et du Développement international, le Haut Commissaire fera une communication à la journée de haut niveau, encore appelée « Action Day », prévue le samedi 05 décembre. Le Haut Commissaire sera dans le panel de la session intitulée « Protéger la planète ».

Cette journée de haut niveau sera clôturée par M. François Hollande, Président de la République Française et Ban ki Moon, Secrétaire Général des Nations Unies.

La délégation OMVS participera à de nombreuses rencontres bilatérales et aux side events tout au long de son séjour à Paris. Ainsi le Directeur général de la SOGED, M. tamsir NDIAYE représentera l'OMVS à une table ronde organisée par **le Partenariat Français pour l'Eau** et le PS-Eau, dans le cadre d'un événement intitulé « Les pays Francophones face aux enjeux de l'eau et du changement climatique », prévu le 4 décembre de 11h45 à 13h15 au Bourget - Génération Climat. Il y présentera les effets ressentis et les enjeux du changement climatique sur le fleuve Sénégal. Nul doute que cette participation active à la Cop 21 sera l'occasion également de faire connaître et de partager avec tous les acteurs l'engagement des Chefs d'Etat de l'OMVS, qui ont signé le 11 mars 2015 une déclaration sur le Changement Climatique, la première pour un organisme de bassin africain. Cette déclaration décline les grandes directives à mettre en œuvre pour améliorer la résilience des communautés et des écosystèmes au niveau du bassin.